



BULLETIN OFFICIEL

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
RECHERCHE ET INNOVATION

Bulletin officiel n° 12 du 22 mars 2018

SOMMAIRE

Organisation générale

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire de l'informatique

liste du 25-2-2018 - J.O. du 25-2-2018 (NOR : CTNR1804507K)

Commission d'enrichissement de la langue française

Recommandation sur les équivalents français à donner à l'expression learning centre

liste du 25-2-2018 - J.O. du 25-2-2018 (NOR : CTNR1804572K)

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire de l'éducation et de l'enseignement supérieur (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

liste du 25-2-2018 - J.O. du 25-2-2018 (NOR : CTNR1804577K)

Personnels

Enseignement supérieur et recherche

Dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences

circulaire n° 2018-039 du 19-2-2018 (NOR : ESRH1805938C)

Parcours professionnels carrières et rémunérations

Transposition du protocole PPCR et autres mesures statutaires relatives aux corps des chargés de recherche et des directeurs de recherche des établissements publics scientifiques et technologiques et de l'Ifremer

circulaire n° 2018-038 du 19-2-2018 (NOR : ESRH1805917C)

Mouvement du personnel

Nomination

Directrice de l'école polytechnique de l'université de Grenoble Alpes (Polytech Grenoble)
arrêté du 16-2-2018 (NOR : ESRS1800040A)

Nomination

Médiateur académique
arrêté du 27-2-2018 (NOR : MENB1800065A)

Nomination

Directeur de l'école d'ingénieurs du Littoral-Côte d'Opale de l'université du Littoral Côte d'Opale
arrêté du 28-2-2018 (NOR : ESRS1800041A)

Nomination

Jurys de l'Institut universitaire de France
arrêté du 6-3-2018 (NOR : ESRS1800042A)

Informations générales

Vacance de fonctions

Directeur de l'institut universitaire de technologie de l'université d'Aix-Marseille
avis (NOR : ESRS1800043V)

Organisation générale

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire de l'informatique

NOR : CTNR1804507K

liste du 25-2-2018 - J.O. du 25-2-2018

MEN - MESRI - MC

logiciel rançonneur

Forme abrégée : rançonneur, n.m.

Domaine : Informatique-Droit.

Définition : Logiciel malveillant qui empêche l'accès aux données stockées sur un ordinateur et propose leur récupération contre le paiement d'une rançon.

Note :

1. En général, un logiciel rançonneur chiffre les données de l'ordinateur cible en indiquant les instructions de paiement puis, si l'utilisateur y donne suite, fournit leur mode de récupération.
2. On trouve aussi le terme « rançongiciel », qui est déconseillé.

Voir aussi : cheval de Troie, cyberattaque, logiciel malveillant, ver.

Équivalent étranger : ransomware.

Organisation générale

Commission d'enrichissement de la langue française

Recommandation sur les équivalents français à donner à l'expression learning centre

NOR : CTNR1804572K

liste du 25-2-2018 - J.O. du 25-2-2018

MEN - MESRI - MC

L'expression anglaise learning centre a été forgée en 1996 pour désigner la nouvelle bibliothèque de l'université de Sheffield, et a depuis été employée pour qualifier d'autres réalisations de ce type.

Elle recouvre une nouvelle conception de la bibliothèque, qui correspond à la fois à un élargissement de ses missions - documentaires, pédagogiques, sociales, culturelles -, à un resserrement des liens entre l'enseignement et la fonction documentaire stricto sensu, à un renouvellement architectural, ainsi qu'à la généralisation du numérique. L'expression désigne ainsi un lieu d'accès aux ressources, d'apprentissage, de formation et de réunion.

La Commission d'enrichissement de la langue française recommande d'utiliser, en fonction du contexte et des réalités désignées, soit des termes déjà disponibles, tels que **bibliothèque**, **médiathèque**, **centre de ressources**, soit des expressions plus originales, par exemple **forum des savoirs**.

Organisation générale

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire de l'éducation et de l'enseignement supérieur (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNR1804577K

liste du 25-2-2018 - J.O. du 25-2-2018

MEN - MESRI - MC

I. - Termes et définitions

apprentissage adaptatif

Domaine : Éducation-Formation.

Définition : Démarche de formation reposant sur l'usage en ligne de cours, d'exercices et d'évaluations s'ajustant en temps réel aux rythmes et aux besoins d'un apprenant.

Voir aussi : apprenant.

Équivalent étranger : adaptive learning.

classe d'immersion numérique

Domaine : Éducation.

Synonyme : classe immersive.

Définition : Salle équipée d'un dispositif technologique qui plonge les élèves dans un univers tridimensionnel, multisensoriel et interactif, recréé numériquement ; par extension, enseignement dispensé grâce à ce dispositif.

Équivalent étranger : immersive classroom.

cours en ligne d'entreprise

Abréviation : CLE.

Domaine : Formation-Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Formation en ligne proposée par une entreprise à ses salariés, à ses partenaires et à ses clients.

Voir aussi : cours en ligne d'accès restreint, cours en ligne ouvert à tous, formation en ligne.

Équivalent étranger : corporate open online course (COOC).

curriculaire, adj.

Domaine : Éducation-Formation.

Définition : Qui se rapporte à un curriculum.

Voir aussi : curriculum.

Équivalent étranger : curricular.

curriculum, n.m.

Domaine : Éducation-Formation.

Définition : Parcours de formation initiale ou continue dont les objectifs, les programmes ainsi que les modalités d'apprentissage et d'évaluation des acquis sont conçus comme un ensemble cohérent.

Voir aussi : curriculaire.

Équivalent étranger : curriculum.

inclusion scolaire

Domaine : Éducation.

Définition : Principe pédagogique qui préconise d'accueillir dans une même classe tous les enfants sans distinction, en accordant un soutien approprié à ceux qui ont des besoins particuliers.

Note : On trouve aussi les expressions « éducation inclusive » et « école inclusive ».

Équivalent étranger : inclusive education.

indice de citations

Domaine : Recherche.

Synonyme : facteur d'impact (FI) (langage professionnel).

Définition : Indicateur bibliométrique relatif à un périodique, correspondant au nombre de fois où les articles qui y sont publiés sont cités, rapporté au nombre total des articles publiés dans ce périodique, au cours d'une période donnée.

Note : L'indice de citations peut s'étendre, selon la discipline, à d'autres types de productions scientifiques telles que des ouvrages collectifs, des bases de données ou des corpus.

Équivalent étranger : impact factor (IF).

instruction à domicile

Domaine : Éducation.

Définition : Instruction reçue intégralement dans la sphère familiale par des enfants soumis à l'obligation scolaire.

Note :

1. L'instruction à domicile peut être dispensée, par exemple, par un organisme d'enseignement à distance ou par les parents.
2. En France, l'instruction à domicile est contrôlée et évaluée par l'État.

Équivalent étranger : home school, home schooling.

référencer, v.

Domaine : Tous domaines.

Synonyme : parangonner, v.

Définition : Procéder à une évaluation par rapport à un ou plusieurs modèles reconnus, en s'inscrivant dans une recherche d'excellence.

Note : On préférera utiliser le terme « parangonner » lorsque l'emploi du terme « référencer » peut prêter à confusion, par exemple dans le domaine documentaire.

Voir aussi : référencement.

Équivalent étranger : benchmark (to).

Attention : Cette publication annule et remplace celle du Journal officiel du 18 mars 2011.

référenciation, n.f.

Domaine : Tous domaines.

Synonyme : parangonnage, n.m.

Définition : Procédure d'évaluation effectuée par rapport à un ou plusieurs modèles reconnus, qui s'inscrit dans une recherche d'excellence.

Note : On préférera utiliser le terme « parangonnage » lorsque l'emploi du terme « référenciation » peut prêter à confusion, par exemple dans le domaine documentaire.

Voir aussi : référencer.

Équivalent étranger : benchmarking.

Attention : Cette publication annule et remplace celle des termes « référenciation » et « méthode de référence » au Journal officiel du 14 août 1998 et du 22 septembre 2000.

II. - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
adaptive learning.	Éducation-Formation.	apprentissage adaptatif.
benchmark (to).	Tous domaines.	référencer , v., parangonner , v.
benchmarking.	Tous domaines.	référenciation , n.f., parangonnage , n.m.
corporate open online course (COOC).	Formation-Économie et gestion d'entreprise.	cours en ligne d'entreprise (CLE).
curricular.	Éducation-Formation.	curriculaire , adj.
curriculum.	Éducation-Formation.	curriculum , n.m.
home school, home schooling.	Éducation.	instruction à domicile.
immersive classroom.	Éducation.	classe d'immersion numérique, classe immersive.
impact factor (IF).	Recherche.	indice de citations, facteur d'impact (FI) (langage professionnel).
inclusive education.	Éducation.	inclusion scolaire.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.
(2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
apprentissage adaptatif.	Éducation-Formation.	adaptive learning.
classe d'immersion numérique, classe immersive.	Éducation.	immersive classroom.
cours en ligne d'entreprise (CLE).	Formation-Économie et gestion d'entreprise.	corporate open online course (COOC).
curriculaire , adj.	Éducation-Formation.	curricular.
curriculum , n.m.	Éducation-Formation.	curriculum.
facteur d'impact (FI) (langage professionnel), indice de citations.	Recherche.	impact factor (IF).
inclusion scolaire.	Éducation.	inclusive education.
indice de citations, facteur d'impact (FI) (langage professionnel).	Recherche.	impact factor (IF).

instruction à domicile.	Éducation.	home school, home schooling.
parangonnage , n.m., référenciation , n.f.	Tous domaines.	benchmarking.
référencer , v., parangonner , v.	Tous domaines.	benchmark (to).
référenciation , n.f., parangonnage , n.m.	Tous domaines.	benchmarking.
<i>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).</i> <i>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</i>		

Personnels

Enseignement supérieur et recherche

Dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences

NOR : ESRH1805938C
circulaire n° 2018-039 du 19-2-2018
MESRI - DGRH A1-2

Texte adressé aux présidentes et présidents et directrices et directeurs d'établissements publics d'enseignement supérieur ; aux rectrices et recteurs d'académie, chancelières et chanceliers des universités

Le décret n° 2017-854 du 9 mai 2017 modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences a été publié au Journal officiel de la République française du 10 mai 2017. Le texte est donc entré en vigueur le 11 mai 2017 à l'exception des dispositions transposant le protocole Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) et de celles relatives à la formation des maîtres de conférences.

Le nouveau décret modifie les statuts particuliers des corps de maîtres de conférences et de professeurs des universités afin d'y intégrer, d'une part, des mesures décidées dans le cadre de la mise en œuvre du protocole PPCR, et, d'autre part, des mesures statutaires diverses notamment relatives au recrutement et à la carrière des enseignants-chercheurs qui résultent des discussions de l'agenda social de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) et du chantier de simplification.

La présente circulaire a pour objet d'explicitier les principales évolutions introduites par le décret.

I. La revalorisation de la carrière des enseignants-chercheurs

1. La création d'un échelon exceptionnel dans la hors classe du corps des maîtres de conférences (article 10 modifiant l'article 21 décret n° 84-431)

Dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord relatif à l'avenir de la fonction publique (PPCR), le décret du 9 mai 2017 procède à la création d'un échelon spécial terminal - appelé « échelon exceptionnel » - dans la hors classe du corps des maîtres de conférences. Cet échelon spécial est situé en hors échelle B.

a. Les conditions d'accès à l'échelon exceptionnel (article 16 modifiant les articles 40 et 40-1 du décret n° 84-431)

Ancienneté requise

Peuvent seuls être promus à cet échelon les maîtres de conférences justifiant d'au moins trois ans de services effectifs dans le 6e échelon de la hors classe.

Cette condition d'ancienneté doit être remplie au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle sont prononcés les avancements.

Exemple : un maître de conférence au 6e échelon de la hors classe ne pourra être nommé en 2018 au titre de 2017 que s'il réunissait 3 ans d'ancienneté au 6e échelon au plus tard au 31 décembre 2017.

Critères d'évaluation

L'accès à l'échelon exceptionnel n'est pas réservé statutairement à une catégorie de maîtres de conférences. Il

n'est pas lié à l'exercice de fonctions particulières, à la détention de diplômes ou encore à la possession d'une qualification aux fonctions de professeur des universités.

Cet avancement a lieu sur la base de critères rendus publics, d'une part, par les sections du Conseil national des universités et, d'autre part, par les établissements. Il est rappelé que ces critères doivent être publiés au minimum un mois avant l'ouverture de la phase de dépôt des candidatures. La prochaine phase de dépôt se situera aux alentours de la mi-janvier 2018. Cette publication peut par exemple intervenir sur leur site Internet ou Intranet, au sein d'une rubrique dédiée.

Parmi ces critères, l'investissement des maîtres de conférences dans leur mission d'enseignement doit être particulièrement pris en compte.

Cet investissement, en cohérence avec un exercice équilibré des missions des enseignants-chercheurs entre les activités de formation, de recherche et les responsabilités collectives, pourrait notamment être apprécié au regard de la qualité et du caractère innovant des pratiques pédagogiques de l'enseignant-chercheur, à savoir :

- un engagement fort dans la mission de formation, un investissement d'ampleur que ce soit en termes de responsabilités administratives, pédagogiques, ou de pilotage (de composantes ou autres), ou encore dans la mise en œuvre de la pédagogie (montage de nouveaux diplômes, actions en réseau, création et animation de diplômes internationaux, etc.) ;

- un investissement dans les nouvelles formes d'apprentissage, d'innovation pédagogique, de transformation pédagogique ou dans toutes les missions qui concourent à l'insertion professionnelle et à la formation tout au long de la vie

b. Les modalités d'accès à l'échelon exceptionnel

La procédure d'avancement à l'échelon exceptionnel est comparable à la procédure d'avancement de grade des enseignant-chercheurs. L'avancement à l'échelon exceptionnel est prononcé au choix. Les enseignants-chercheurs qui peuvent y prétendre doivent faire acte de candidature. Un calendrier de gestion annuel définit le déroulement et les modalités de la procédure d'avancement. Les présidents et directeurs d'établissements prononcent avant la fin de l'année en cours (2018 pour le démarrage) les promotions attribuées au titre du contingent national (CNU) ou au titre du contingent de l'établissement.

Au titre du Conseil national des universités (CNU)

L'avancement a lieu, pour moitié, sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités (CNU) ou de la section compétente du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques.

Les sections du CNU proposent les promotions dans la limite du contingent qui leur est notifié.

Les dossiers des enseignant-chercheurs sont instruits par le CNU après avis du conseil académique ou de l'organe compétent de l'établissement, conformément aux dispositions de l'article 7-1 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 précité.

Au titre de l'établissement

L'avancement a lieu, pour l'autre moitié, sur proposition des conseils académiques des établissements, siégeant en formation restreinte (ou pour les établissements qui n'en disposent pas du conseil d'administration siégeant en formation restreinte).

Les instances proposent des promotions dans la limite du contingent notifié à l'établissement.

Détermination du contingent des personnels éligibles à l'échelon exceptionnel

Le nombre de maîtres de conférences hors classe à l'échelon exceptionnel ne peut excéder celui résultant d'un pourcentage des effectifs du corps considérés au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions.

Ce pourcentage, qui connaîtra les premières années une montée en charge, est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, du budget et de la fonction publique. La répartition du nombre de promotions entre les sections du CNU et les établissements est établie par le service A de la DGRH du ministère.

Au terme de la montée en charge, l'alimentation de cet échelon spécial dépendra uniquement du départ des MCF détenteurs de cet échelon, essentiellement en retraite. L'attention des chefs d'établissements et des membres du CNU est donc appelée dès à présent sur l'impact de l'âge des maîtres de conférences hors classe nommés à l'échelon exceptionnel quant aux possibilités ultérieures d'accès à cet échelon.

Entrée en vigueur

Les dispositions concernant l'avancement à l'échelon exceptionnel de la hors classe entrent en vigueur le 1er septembre 2017 (article 29 du décret modificatif). À titre exceptionnel le décret prévoit que les avancements au titre de l'année 2017 soient prononcés en 2018. À cette fin, les enseignants-chercheurs promouvables au titre des années 2017 et 2018 déposeront un seul dossier dans l'application Electra. Les sections du CNU et les CAC en formation restreinte indiqueront l'année (2017 ou 2018) au titre de laquelle est proposé l'avancement. Les promotions prononcées au titre de l'année 2017 prendront effet au plus tard au 31 décembre 2017. Les promotions 2018 prendront effet au plus tard au 31 décembre 2018.

Afin de réaliser les deux campagnes de promotions précitées, il vous est demandé d'intégrer les enseignants-chercheurs concernés dans le fichier des promouvables que vous transmettez chaque année, fin novembre, à l'administration centrale à partir du module Sélène de Galaxie.

L'administration centrale opérera, à partir de cette remontée, la distinction entre les promouvables au titre des années 2017 et 2018 et les promouvables au titre de la seule année 2018. Cette distinction sera communiquée au CNU, puis à vos services afin qu'ils puissent répartir les promotions pour les deux années considérées.

Signalé : Les dispositions de l'article 40 relatives à l'avancement des maîtres de conférences ont fait l'objet d'un changement de numérotation (cf. annexe 1)

2. La création d'un 7e échelon dans la deuxième classe du corps des professeurs des universités (article 19 modifiant l'article 41 du décret n° 84-431)

Il est créé un 7e échelon dans la deuxième classe du corps des professeurs des universités. Ce 7e échelon est situé en hors échelle B.

Les professeurs d'université y accèdent par voie d'ancienneté.

Ces dispositions entrent en vigueur le 1er septembre 2017.

Signalé :

Il est rappelé que lors de l'avancement à l'ancienneté au 7e échelon des professeurs des universités de 2e classe et lors de l'avancement au choix à l'échelon exceptionnel des maîtres de conférences hors classe, il conviendra de faire application de l'article 2 de l'arrêté du 29 août 1957 relatif aux emplois supérieurs de l'État classés hors échelle, qui prévoit que « *les traitements afférents aux deuxième et troisième chevrons sont attribués après un an de perception effective du traitement correspondant au chevron immédiatement inférieur* ».

La situation usuelle au moment de l'avancement au 7e échelon pour un professeur des universités de 2e classe (PU2) est la suivante : rémunéré pendant 3 ans et 6 mois au 6e échelon, ce PU2 perçoit la rémunération afférente au chevron A3 depuis au moins 1 an et est, par conséquent, directement reclassé en B2.

En revanche, un PU2 classé au 3e chevron de la hors échelle A (IM 967) qui réunit 3 ans et 6 mois dans cet échelon du fait d'un reliquat d'ancienneté, d'une bonification ou d'un congé parental, mais qui n'a perçu de façon effective le traitement afférent au 3e chevron de la HEA (IM 967) que pendant 6 mois est classé au 1er chevron de la HEB (IM 967) pour 6 mois puis au 2e chevron de la HEB (IM 1008) à l'issue de ces 6 mois, puisqu'il aura bien perçu pendant 1 an au total le traitement correspondant au chevron immédiatement inférieur au 2e chevron de la HEB.

Un PU2 classé au 1er chevron de la hors échelle A (IM 885) attaché au 6e échelon bénéficiant d'un avancement à l'ancienneté au 7e échelon est classé au 1er chevron de la hors échelle B (IM 967) pour une durée d'un an quelle que soit la durée effective durant laquelle il a perçu la rémunération afférente au 1er chevron de la HEA.

Un PU2 classé au 2e chevron de la HEA (IM 920) qui réunit simultanément les conditions pour progresser au 3e chevron et bénéficier d'un avancement au 7e échelon (du fait d'une ancienneté conservée) est classé au 1er chevron de la HEB (IM 967) pour une durée d'un an.

Un PU2 ayant perçu la rémunération afférente au 3e chevron de la hors échelle A (IM 967) depuis au moins un an et bénéficiant d'un avancement à l'ancienneté au 7e échelon est classé directement au 2e chevron de la hors échelle B (IM 1008) pour une durée d'un an.

Les valeurs des indices majorés dans les exemples ci-dessus sont celles applicables au 1er septembre 2017.

Les avancements à l'échelon supérieur au sein d'un même grade s'effectuent sans conservation de l'ancienneté acquise dans l'échelon inférieur. Ainsi un PU2 ayant 7 ans d'ancienneté au 6e échelon est classé au 1er septembre 2017 au 7e échelon de la même classe sans ancienneté conservée.

3. Le principe de déroulement d'une carrière complète sur au moins deux grades

Enfin, il est rappelé que le protocole PPCR pose le principe selon lequel chaque fonctionnaire doit pouvoir dérouler une carrière complète sur au moins deux grades. À cette fin, le taux de promotion déterminé par arrêté des ministres en charge de l'enseignement supérieur, du budget et de la fonction publique définira un contingent de promotions permettant la réalisation de cet objectif. Dans ce cadre, il appartiendra au CNU et aux établissements de définir des critères et d'effectuer des choix permettant le respect effectif de ce principe.

II. La formation des maîtres de conférences

Le décret du 9 mai 2017 prévoit désormais, une formation initiale obligatoire et une formation continue complémentaire facultative au cours des cinq ans suivant la titularisation. Elles sont assorties d'une décharge de service (sur demande pour la formation complémentaire).

Ces dispositions entrent en vigueur à compter de la première rentrée universitaire suivant la date de publication de l'arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur précisant les modalités de cette formation (2e alinéa de l'article 30 du décret modificatif). L'arrêté concerné étant en cours de concertation, **ce dispositif n'est donc pas applicable à la rentrée universitaire 2017**. Il fera l'objet d'une note complémentaire après la publication de l'arrêté.

III. Le régime d'autorisation préalable à la nomination et à l'affectation des enseignants-chercheurs sur des emplois impliquant l'accès à une « zone à régime restrictif » (article 9 ajoutant un chapitre IV après l'article 20-3 du décret n° 84-431)

Le nouvel article 20-4 a fait l'objet d'une circulaire spécifique n° 0170/SG/HFDS-A2-1 du 5 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de l'article 20-4 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences : nomination et affectation d'enseignants-chercheurs sur des emplois impliquant l'accès à une « zone à régime » restrictif.

IV. L'élargissement du champ des bénéficiaires de la procédure spécifique d'accès au corps des professeurs des universités prévue à l'article 46-1 du décret du 6 juin 1984 et le rétrécissement corrélatif du champ du 5° de son article 46 (article 23 modifiant l'article 46-1 du décret n° 84-431)

Le décret n° 2017-854 du 9 mai 2017 élargit le champ des candidats, auparavant limité aux seuls présidents d'universités, pouvant bénéficier de la procédure spécifique d'accès au corps des professeurs des universités prévue à l'article 46-1 du décret du 6 juin 1984. (cf. annexe 2)

Population concernée

Le concours est désormais réservé aux :

- chefs d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ;
- présidents ou vice-présidents mentionnés dans les statuts de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Les candidats doivent avoir achevé depuis moins de cinq ans, au 1er janvier de l'année du concours, un mandat de quatre ans. Ils doivent également être habilités à diriger des recherches. Toutefois, les candidats qui ont exercé un mandat de quatre ans en qualité de président d'université, de président du conseil académique, de vice-président du conseil d'administration, de vice-président du conseil des études et de la vie universitaire ou de vice-président en charge des questions de formation d'une université sont dispensés de la

possession de l'habilitation à diriger des recherches.

Cette population ne bénéficie plus, en revanche, des concours prévus au 5° de l'article 46 du décret du 6 juin 1984.

Le 5° de l'article 46 réserve donc désormais le concours de recrutement dans le corps des professeurs des universités, comprenant une procédure de qualification spécifique, aux maîtres de conférences et enseignants-chercheurs assimilés ayant exercé, au 1er janvier de l'année du concours, pendant au moins quatre ans dans les neuf ans qui précèdent, des responsabilités importantes dans un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) dans les domaines de l'orientation, de la promotion sociale et de l'insertion professionnelle, de la formation continue, du transfert et de la valorisation des résultats de la recherche, de l'innovation pédagogique, de la gouvernance des établissements, du développement des ressources numériques, des partenariats internationaux, de la diffusion culturelle, scientifique et technique et de la liaison avec l'environnement économique, social et culturel, au titre des fonctions de :

- directeur de composante mentionnée à l'article L. 713-1 du Code de l'éducation (unités de formation et de recherche, composantes ou regroupements de composantes créés par délibération du conseil d'administration de l'université, laboratoires et centres de recherche, écoles ou instituts, etc.) ;
- directeur de service commun dans les universités, directeur d'autre structure interne équivalente dans les autres EPSCP.

Une circulaire vous sera transmise ultérieurement afin de préciser les modalités et le calendrier de mise en œuvre de ces nouvelles dispositions. En raison de l'obligation de faire figurer les postes concernés dans la campagne d'emploi, ces recrutements ne pourront pas intervenir avant 2018.

V. La désignation d'un vice-président de comité de sélection (article 2 modifiant l'article 9 du décret n° 84-431)

Dans le passé, de nombreux établissements ont dû interrompre des procédures de recrutement du fait de l'empêchement d'un président de comité de sélection. Le conseil académique ou, pour les établissements qui n'en disposent pas, le conseil d'administration doivent désormais désigner un vice-président du comité de sélection, parmi les membres de celui-ci, afin d'anticiper un éventuel empêchement.

Le vice-président dispose des mêmes prérogatives que le président empêché. Il doit notamment veiller de manière générale à la régularité du concours. **Il a par ailleurs voix prépondérante en cas de partage égal des voix.**

L'empêchement du président du comité de sélection peut intervenir avant ou après que les travaux du comité sont engagés, soit avant ou après sa première réunion.

Avant la première réunion du comité

Deux modalités sont envisageables :

- le vice-président, désigné dans les conditions décrites supra, assure la présidence du comité de sélection ;
- le conseil académique en formation restreinte peut se réunir et désigner un nouveau président. Ce nouveau président pourra être désigné parmi les membres restants du comité ou bien être un nouveau membre du comité prenant la place laissée vacante par le président empêché. Il dispose des mêmes prérogatives que le président empêché. Le délai nécessaire au conseil académique pour procéder à cette désignation peut, le cas échéant, conduire à repousser la date de tenue de la première réunion du comité.

Après la première réunion du comité

Deux solutions sont également envisageables :

- le vice-président, désigné dans les conditions décrites supra, assure la présidence du comité de sélection ;
- le conseil académique en formation restreinte peut désigner, parmi les membres restants du comité, le nouveau président qui dispose des mêmes prérogatives que le président empêché. Cette solution ne porte pas atteinte au principe selon lequel la composition du comité doit être rendue publique avant le début de ses travaux. En outre, elle permet de poursuivre les travaux du comité. En effet, un comité de sélection sans président ne peut valablement se réunir. En revanche, son remplacement par un membre extérieur au comité dans sa composition initiale est impossible.

Dans tous les cas où le vice-président supplée le président empêché, la règle du triple quorum prévu à l'article L. 952-6-1 du Code de l'éducation (relatif aux enseignants-chercheurs extérieurs à l'établissement, aux

spécialistes de la discipline et aux membres présents) reste impérative et doit être respectée durant toute la réunion du comité de sélection.

VI. La représentation des enseignants-chercheurs au sein des commissions de réforme départementales (article 8 insérant un article 20-3 dans le décret n° 84-43)

Le décret du 9 mai 2017 prévoit désormais la représentation des enseignants-chercheurs au sein des commissions de réforme départementales en dérogeant au décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires. Ainsi, l'enseignant-chercheur dont la situation est examinée par la commission de réforme départementale est représenté par deux enseignants-chercheurs de son établissement d'affectation appartenant au même grade ou, à défaut, au même corps. Ces deux représentants sont désignés par les enseignants-chercheurs et personnels assimilés représentants titulaires et suppléants du comité technique de l'établissement. Cette désignation expire à l'issue de la durée du mandat du comité technique.

VII. Modification des conditions de dispense de qualification des enseignant-chercheurs exerçant une fonction d'enseignant-chercheur dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France (article 11 et 20 modifiant les articles 22 et 43 du décret n° 84-43)

Les articles 22 et 43 du décret du 6 juin 1984 prévoyaient que les candidats exerçant une fonction d'enseignant-chercheur d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, étaient dispensés de l'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences ou de professeur. Ces deux articles ont été modifiés afin de permettre aux candidats d'être dispensés de la qualification s'ils ont cessé d'exercer depuis moins de dix-huit mois cette fonction.

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et par délégation,
Le directeur général des ressources humaines,
Édouard Geffray

Annexe 1

↳ Tableau des modifications apportées par le décret n° 2017-854 du 9 mai 2017 modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences.

Annexe 2

↳ Tableaux des personnes éligibles aux articles 46 5° et 46-1 du décret du 6 juin 1984.

Annexe 1 - Tableau des modifications apportées par le décret n° 2017-854 du 9 mai 2017 modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences

Décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences		
Avant le décret modificatif n° 2017-854 du 9 mai 2017	Après le décret modificatif n° 2017-854 du 9 mai 2017	Objet des modifications Entrée en vigueur des articles le 11 mai 2017 sauf précisions spécifiques ci-dessous
<p style="text-align: center;">Article 7</p> <p>Les fonctions des enseignants, chercheurs s'exercent dans les domaines énumérés aux articles L. 123-3 et L. 952-3 du Code de l'éducation et L. 112-1 du Code de la recherche.</p> <p>[...]</p> <p>Tout enseignant-chercheur peut demander le réexamen d'un refus opposé à sa demande de modulation après consultation d'une commission, composée d'enseignants-chercheurs d'un rang au moins égal à celui de l'intéressé, désignés par le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1. Pour les maîtres des conférences, cette commission est composée à parité de maîtres de conférences et de professeurs.</p> <p>Les principes généraux de répartition des obligations de service et les décisions individuelles d'attribution de services ne peuvent avoir pour effet de compromettre la réalisation des engagements de formation prévus dans le cadre du contrat pluriannuel entre l'établissement et l'État.</p> <p>[...]</p>	<p style="text-align: center;">Article 7</p> <p>Les fonctions des enseignants, chercheurs s'exercent dans les domaines énumérés aux articles L. 123-3 et L. 952-3 du Code de l'éducation et L. 112-1 du Code de la recherche.</p> <p>[...]</p> <p>Tout enseignant-chercheur peut demander le réexamen d'un refus opposé à sa demande de modulation après consultation d'une commission, composée d'enseignants-chercheurs d'un rang au moins égal à celui de l'intéressé, désignés par le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation. Pour les maîtres des conférences, cette commission est composée à parité de maîtres de conférences et de professeurs.</p> <p>Les principes généraux de répartition des obligations de service et les décisions individuelles d'attribution de services ne peuvent avoir pour effet de compromettre la réalisation des engagements de formation prévus dans le cadre du contrat pluriannuel entre l'établissement et l'État.</p> <p>[...]</p>	<p>Mise à jour rédactionnelle</p>

<p style="text-align: center;">Article 7-1</p> <p>Chaque enseignant-chercheur établit, au moins tous les cinq ans, et à chaque fois qu'il est candidat à une promotion, un rapport mentionnant l'ensemble de ses activités et leurs évolutions éventuelles. Ce rapport est remis au président ou directeur de l'établissement qui en assure la transmission au Conseil national des universités ou au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques. L'avis émis par le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte, sur les activités pédagogiques et les tâches d'intérêt général, qui figurent dans le rapport d'activité de l'intéressé, est joint à cette transmission et communiqué à l'intéressé à qui est donnée la possibilité de faire des observations sur l'avis de l'établissement.</p>	<p style="text-align: center;">Article 7-1</p> <p>Chaque enseignant-chercheur établit, au moins tous les cinq ans, et à chaque fois qu'il est candidat à une promotion, un rapport mentionnant l'ensemble de ses activités et leurs évolutions éventuelles. Ce rapport est remis au président ou directeur de l'établissement qui en assure la transmission au Conseil national des universités ou au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques. L'avis émis par le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte, sur les activités pédagogiques et les tâches d'intérêt général, qui figurent dans le rapport d'activité de l'intéressé, est joint à cette transmission et communiqué à l'intéressé à qui est donnée la possibilité de faire des observations sur l'avis de l'établissement</p>	<p style="text-align: center;">Mise à jour rédactionnelle</p>
<p style="text-align: center;">Article 9</p> <p>Des comités de sélection sont institués en vue des concours de recrutement des professeurs et maîtres de conférences, de la nomination de fonctionnaires d'autres corps en position de détachement dans ces corps et des mutations prévues aux articles 33 et 51.</p>	<p style="text-align: center;">Article 9</p> <p>Des comités de sélection sont institués en vue des concours de recrutement des professeurs et maîtres de conférences, de la nomination de fonctionnaires d'autres corps en position de détachement dans ces corps et des mutations prévues aux articles 33 et 51.</p>	<p style="text-align: center;">Mise à jour rédactionnelle</p>

Sous réserve des articles 46-1 et 49-2 un comité de sélection est constitué pour pourvoir chaque emploi d'enseignant-chercheur créé ou déclaré vacant dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et dans les autres établissements publics relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur auxquels sont affectés des enseignants-chercheurs.

Toutefois, un même comité de sélection peut être constitué pour pourvoir plusieurs emplois d'enseignant-chercheur lorsque ces emplois relèvent d'une même discipline.

Le comité de sélection est créé par délibération du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte aux représentants élus des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des personnels assimilés. Cette délibération précise le nombre de membres du comité, compris entre huit et vingt, et, conformément aux dispositions de l'article L. 952-6-1 du Code de l'éducation, le nombre de ceux choisis hors de l'établissement et le nombre de ceux choisis parmi les membres de la discipline en cause.

Les membres du comité de sélection sont proposés par le président ou le directeur de l'établissement au conseil académique ou à l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de

Sous réserve des articles 46-1 et 49-2 un comité de sélection est constitué pour pourvoir chaque emploi d'enseignant-chercheur créé ou déclaré vacant dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et dans les autres établissements publics relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur auxquels sont affectés des enseignants-chercheurs.

Toutefois, un même comité de sélection peut être constitué pour pourvoir plusieurs emplois d'enseignant-chercheur lorsque ces emplois relèvent d'une même discipline.

Le comité de sélection est créé par délibération du **conseil académique ou, pour les établissements qui n'en disposent pas, du conseil d'administration** siégeant en formation restreinte aux représentants élus des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des personnels assimilés. Cette délibération précise le nombre de membres du comité, compris entre huit et vingt, et, conformément aux dispositions de l'article L. 952-6-1 du Code de l'éducation, le nombre de ceux choisis hors de l'établissement et le nombre de ceux choisis parmi les membres de la discipline en cause.

Les membres du comité de sélection sont proposés par le président ou le directeur de l'établissement au conseil académique **ou, pour les établissements qui n'en disposent pas, du conseil**

<p>l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte aux représentants élus des enseignants-chercheurs et personnels assimilés.</p> <p>Le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, en formation restreinte statue par un vote sur la liste des noms qui lui sont proposés par le président ou le directeur. Ce vote est émis par les seuls professeurs et personnels assimilés pour les membres du comité relevant de ce grade.</p> <p>Sont considérés comme membres extérieurs à l'établissement les enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui n'ont pas la qualité d'électeur pour les élections au conseil d'administration de l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir.</p> <p>Peuvent être choisis pour siéger dans les comités de sélection des universitaires et des chercheurs appartenant à des institutions étrangères, d'un rang au moins égal à celui auquel postulent les candidats.</p> <p>Les comités de sélection comprennent une proportion minimale de 40 % de personnes de chaque sexe et au moins deux personnes de chaque sexe.</p> <p>Un décret en Conseil d'État fixe la liste des disciplines, dans lesquelles, compte tenu de la répartition entre les sexes des enseignants-</p>	<p>d'administration siégeant en formation restreinte aux représentants élus des enseignants-chercheurs et personnels assimilés.</p> <p>Le conseil académique ou, pour les établissements qui n'en disposent pas, le conseil d'administration en formation restreinte statue par un vote sur la liste des noms qui lui sont proposés par le président ou le directeur. Ce vote est émis par les seuls professeurs et personnels assimilés pour les membres du comité relevant de ce grade.</p> <p>Sont considérés comme membres extérieurs à l'établissement les enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui n'ont pas la qualité d'électeur pour les élections au conseil d'administration de l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir.</p> <p>Peuvent être choisis pour siéger dans les comités de sélection des universitaires et des chercheurs appartenant à des institutions étrangères, d'un rang au moins égal à celui auquel postulent les candidats.</p> <p>Les comités de sélection comprennent une proportion minimale de 40 % de personnes de chaque sexe et au moins deux personnes de chaque sexe.</p> <p>Un décret en Conseil d'État fixe la liste des disciplines, dans lesquelles, compte tenu de la répartition entre les sexes des enseignants-</p>	
--	--	--

<p>chercheurs, il peut être dérogé à la proportion minimale de 40 %, ainsi que la proportion minimale dérogatoire que doit respecter chacune de ces disciplines.</p> <p>Les comités créés en vue de pourvoir un emploi de maître de conférences sont composés à parité de maîtres de conférences et assimilés et de professeurs des universités et assimilés.</p> <p>Le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte désigne parmi les membres du comité de sélection celui qui exercera les fonctions de président.</p> <p>La composition du comité de sélection est rendue publique avant le début de ses travaux.</p>	<p>chercheurs, il peut être dérogé à la proportion minimale de 40 %, ainsi que la proportion minimale dérogatoire que doit respecter chacune de ces disciplines.</p> <p>Les comités créés en vue de pourvoir un emploi de maître de conférences sont composés à parité de maîtres de conférences et assimilés et de professeurs des universités et assimilés.</p> <p>Le conseil académique ou, pour les établissements qui n'en disposent pas, le conseil d'administration, siégeant en formation restreinte, désigne parmi les membres du comité de sélection celui qui exercera les fonctions de président ainsi qu'un vice-président appelé à le suppléer en cas d'absence.</p> <p>La composition du comité de sélection est rendue publique avant le début de ses travaux.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 9-1</p> <p>Un comité de sélection peut être commun à plusieurs établissements associés à cette fin, notamment dans le cadre des regroupements prévus au 2° de l'article L. 718-3 du Code de l'éducation. Il est créé par une délibération adoptée en termes identiques par les conseils académiques ou les organes compétents pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, de chaque établissement concerné siégeant en formation restreinte aux représentants élus des</p>	<p style="text-align: center;">Article 9-1</p> <p>Un comité de sélection peut être commun à plusieurs établissements associés à cette fin, notamment dans le cadre des regroupements prévus au 2° de l'article L. 718-3 du Code de l'éducation. Il est créé par une délibération adoptée en termes identiques par les conseils académiques ou, pour les établissements qui n'en disposent pas, les conseils d'administration de chaque établissement concerné siégeant en formation restreinte aux</p>	<p style="text-align: center;">Mise à jour rédactionnelle</p>

<p>enseignants-chercheurs, des chercheurs et des personnels assimilés.</p> <p>Ce comité de sélection peut être constitué pour pourvoir un ou plusieurs emplois d'enseignant-chercheur lorsque ces emplois relèvent d'une même discipline.</p> <p>Cette délibération précise le nombre de membres du comité, compris entre huit et vingt, ainsi que, conformément aux dispositions de l'article L. 952-6-1 du Code de l'éducation, le nombre de ceux choisis hors des établissements associés et le nombre de ceux choisis parmi les membres de la discipline en cause.</p> <p>Ces comités de sélection comprennent une proportion minimale de 40 % de personnes de chaque sexe et au moins deux personnes de chaque sexe.</p> <p>Pour les disciplines dans lesquelles il n'est pas possible de respecter la proportion minimale de 40 % compte tenu de la répartition entre les sexes des enseignants de ces disciplines, un décret en Conseil d'État détermine le seuil minimal dérogatoire devant être respecté.</p> <p>Les membres du comité de sélection sont proposés en commun par les présidents ou directeurs des établissements associés à chacun des conseils académiques ou des organes compétents pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte</p>	<p>représentants élus des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des personnels assimilés.</p> <p>Ce comité de sélection peut être constitué pour pourvoir un ou plusieurs emplois d'enseignant-chercheur lorsque ces emplois relèvent d'une même discipline.</p> <p>Cette délibération précise le nombre de membres du comité, compris entre huit et vingt, ainsi que, conformément aux dispositions de l'article L. 952-6-1 du Code de l'éducation, le nombre de ceux choisis hors des établissements associés et le nombre de ceux choisis parmi les membres de la discipline en cause.</p> <p>Ces comités de sélection comprennent une proportion minimale de 40 % de personnes de chaque sexe et au moins deux personnes de chaque sexe.</p> <p>Pour les disciplines dans lesquelles il n'est pas possible de respecter la proportion minimale de 40 % compte tenu de la répartition entre les sexes des enseignants de ces disciplines, un décret en Conseil d'État détermine le seuil minimal dérogatoire devant être respecté.</p> <p>Les membres du comité de sélection sont proposés en commun par les présidents ou directeurs des établissements associés à chacun des conseils académiques ou, pour les établissements qui n'en disposent pas, des conseils d'administration siégeant en formation restreinte</p>	
---	--	--

<p>aux représentants élus des enseignants-chercheurs et personnels assimilés. Les conseils académiques ou les organes compétents pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, statuent par un vote sur la liste des noms qui leur sont proposés par le président ou le directeur, selon les modalités définies au cinquième alinéa de l'article 9.</p> <p>Dans les comités de sélection communs créés par des établissements membres des regroupements prévus au 2° de l'article L. 718-3 du Code de l'éducation, sont considérés comme membres extérieurs les enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui n'ont pas la qualité d'électeur pour les élections au conseil d'administration de l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir.</p>	<p>aux représentants élus des enseignants-chercheurs et personnels assimilés. Les conseils académiques ou, pour les établissements qui n'en disposent pas, les conseils d'administration statuent par un vote sur la liste des noms qui leur sont proposés par le président ou le directeur, selon les modalités définies au cinquième alinéa de l'article 9.</p> <p>Dans les comités de sélection communs créés par des établissements membres des regroupements prévus au 2° de l'article L. 718-3 du Code de l'éducation, sont considérés comme membres extérieurs les enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui n'ont pas la qualité d'électeur pour les élections au conseil d'administration de l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 9-2</p> <p>Le comité de sélection examine les dossiers des maîtres de conférences ou professeurs postulant à la nomination dans l'emploi par mutation et des candidats à cette nomination par détachement et par recrutement au concours parmi les personnes inscrites sur la liste de qualification aux fonctions, selon le cas, de maître de conférences ou de professeur des universités. Au vu de rapports pour chaque candidat présentés par deux de ses membres, le comité établit la liste des candidats qu'il souhaite entendre. Les motifs pour lesquels</p>	<p style="text-align: center;">Article 9-2</p> <p>Le comité de sélection examine les dossiers des maîtres de conférences ou professeurs postulant à la nomination dans l'emploi par mutation et des candidats à cette nomination par détachement et par recrutement au concours parmi les personnes inscrites sur la liste de qualification aux fonctions, selon le cas, de maître de conférences ou de professeur des universités. Au vu de rapports pour chaque candidat présentés par deux de ses membres, le comité établit la liste des candidats qu'il souhaite entendre. Les motifs pour lesquels</p>	<p style="text-align: center;">Mise à jour rédactionnelle</p>

<p>leur candidature n'a pas été retenue sont communiqués aux candidats qui en font la demande.</p> <p>Le président du comité de sélection convoque les candidats et fixe l'ordre du jour de la réunion.</p> <p>Le comité de sélection siège valablement si la moitié de ses membres sont présents à la séance, parmi lesquels une moitié au moins de membres extérieurs à l'établissement.</p> <p>Les membres du comité de sélection peuvent participer aux réunions par tous moyens de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective selon des modalités précisées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Les membres qui participent par ces moyens aux séances du comité sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité mentionnés à l'alinéa précédent. Toutefois, le comité ne peut siéger valablement si le nombre des membres physiquement présents est inférieur à quatre.</p> <p>Les candidats figurant sur la liste établie en application du premier alinéa peuvent, à leur demande, être entendus par le comité de sélection dans les mêmes formes.</p> <p>L'audition des candidats par le comité de sélection peut comprendre une mise en situation professionnelle, sous forme notamment de leçon ou de séminaire de présentation des travaux de</p>	<p>leur candidature n'a pas été retenue sont communiqués aux candidats qui en font la demande.</p> <p>Le président du comité de sélection convoque les candidats et fixe l'ordre du jour de la réunion.</p> <p>Le comité de sélection siège valablement si la moitié de ses membres sont présents à la séance, parmi lesquels une moitié au moins de membres extérieurs à l'établissement.</p> <p>Les membres du comité de sélection peuvent participer aux réunions par tous moyens de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective selon des modalités précisées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Les membres qui participent par ces moyens aux séances du comité sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité mentionnés à l'alinéa précédent. Toutefois, le comité ne peut siéger valablement si le nombre des membres physiquement présents est inférieur à quatre.</p> <p>Les candidats figurant sur la liste établie en application du premier alinéa peuvent, à leur demande, être entendus par le comité de sélection dans les mêmes formes.</p> <p>L'audition des candidats par le comité de sélection peut comprendre une mise en situation professionnelle, sous forme notamment de leçon ou de séminaire de présentation des travaux de</p>	
--	--	--

recherche. Cette mise en situation peut être publique. Préalablement à l'ouverture du concours, pour chaque poste ouvert, le conseil académique en formation restreinte ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article [L. 712-6-1](#) décide s'il y a lieu de recourir à une mise en situation et en définit les modalités. Les candidats en sont informés lors de la publication des postes.

Après avoir procédé aux auditions, le comité de sélection délibère sur les candidatures et, par un avis motivé unique portant sur l'ensemble des candidats, arrête la liste, classée par ordre de préférence, de ceux qu'il retient. Le comité de sélection se prononce à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, le président du comité a voix prépondérante.

Le comité de sélection émet un avis motivé unique portant sur l'ensemble des candidats ainsi qu'un avis motivé sur chaque candidature. Ces deux avis sont communiqués aux candidats sur leur demande.

Dès lors que le comité de sélection a rendu un avis sur le ou les emplois pour lesquels il a été constitué, il met fin à son activité.

L'avis du comité de sélection est transmis au conseil académique ou à l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1.

recherche. Cette mise en situation peut être publique. Préalablement à l'ouverture du concours, pour chaque poste ouvert, le conseil académique en formation restreinte ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article [L. 712-6-1](#) **du Code de l'éducation** décide s'il y a lieu de recourir à une mise en situation et en définit les modalités. Les candidats en sont informés lors de la publication des postes.

Après avoir procédé aux auditions, le comité de sélection délibère sur les candidatures et, par un avis motivé unique portant sur l'ensemble des candidats, arrête la liste, classée par ordre de préférence, de ceux qu'il retient. Le comité de sélection se prononce à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, le président du comité a voix prépondérante.

Le comité de sélection émet un avis motivé unique portant sur l'ensemble des candidats ainsi qu'un avis motivé sur chaque candidature. Ces deux avis sont communiqués aux candidats sur leur demande.

Dès lors que le comité de sélection a rendu un avis sur le ou les emplois pour lesquels il a été constitué, il met fin à son activité.

L'avis du comité de sélection est transmis au conseil académique ou à l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 **du Code de l'éducation**.

Au vu de l'avis motivé émis par le comité de sélection, le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés de rang au moins égal à celui postulé, propose le nom du candidat sélectionné ou, le cas échéant, une liste de candidats classés par ordre de préférence. Il ne peut proposer que les candidats retenus par le comité de sélection. En aucun cas, il ne peut modifier l'ordre de la liste de classement.

Le conseil d'administration, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés de rang au moins égal à celui postulé, prend connaissance du nom du candidat sélectionné ou, le cas échéant, de la liste des candidats proposée par le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1.

Sauf dans le cas où le conseil d'administration émet un avis défavorable motivé, le président ou directeur de l'établissement communique au ministre chargé de l'enseignement supérieur le nom du candidat sélectionné ou, le cas échéant, une liste de candidats classés par ordre de préférence. En aucun cas, il ne peut modifier l'ordre de la liste de classement.

Dans le cas où l'emploi à pourvoir relève d'un

Au vu de l'avis motivé émis par le comité de sélection, le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 **du Code de l'éducation**, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés de rang au moins égal à celui postulé, propose le nom du candidat sélectionné ou, le cas échéant, une liste de candidats classés par ordre de préférence. Il ne peut proposer que les candidats retenus par le comité de sélection. En aucun cas, il ne peut modifier l'ordre de la liste de classement.

Le conseil d'administration, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés de rang au moins égal à celui postulé, prend connaissance du nom du candidat sélectionné ou, le cas échéant, de la liste des candidats proposée par le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de **l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation**.

Sauf dans le cas où le conseil d'administration émet un avis défavorable motivé, le président ou directeur de l'établissement communique au ministre chargé de l'enseignement supérieur le nom du candidat sélectionné ou, le cas échéant, une liste de candidats classés par ordre de préférence. En aucun cas, il ne peut modifier l'ordre de la liste de classement.

<p>institut ou d'une école faisant partie de l'université au sens de l'article L. 713-9 du Code de l'éducation, le président ou le directeur de l'établissement ne peut pas transmettre au ministre chargé de l'enseignement supérieur le nom du candidat sélectionné ou, le cas échéant, une liste de candidats classés par ordre de préférence si le directeur de l'institut ou de l'école a émis dans les quinze jours suivant la réunion du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte un avis défavorable motivé sur ce recrutement ou, le cas échéant, sur la mutation.</p>	<p>Dans le cas où l'emploi à pourvoir relève d'un institut ou d'une école faisant partie de l'université au sens de l'article L. 713-9 du Code de l'éducation, le président ou le directeur de l'établissement ne peut pas transmettre au ministre chargé de l'enseignement supérieur le nom du candidat sélectionné ou, le cas échéant, une liste de candidats classés par ordre de préférence si le directeur de l'institut ou de l'école a émis dans les quinze jours suivant la réunion du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte un avis défavorable motivé sur ce recrutement ou, le cas échéant, sur la mutation.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 9-3</p> <p>Par dérogation à l'article 9-2, le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, en formation restreinte, examine les candidatures à la mutation et au détachement des personnes qui remplissent les conditions prévues aux articles 60 et 62 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, sans examen par le comité de sélection. Si le conseil académique retient une candidature, il transmet le nom du candidat sélectionné au conseil d'administration. Lorsque l'examen de la candidature ainsi transmise conduit le conseil d'administration à émettre un avis favorable sur</p>	<p style="text-align: center;">Article 9-3</p> <p>Par dérogation à l'article 9-2, le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, en formation restreinte, examine les candidatures à la mutation et au détachement des personnes qui remplissent les conditions prévues aux articles 60 et 62 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, sans examen par le comité de sélection. Si le conseil académique retient une candidature, il transmet le nom du candidat sélectionné au conseil d'administration. Lorsque l'examen de la candidature ainsi transmise conduit le conseil d'administration à émettre un avis</p>	<p style="text-align: center;">Mise à jour rédactionnelle</p>

<p>cette candidature, le nom du candidat retenu est communiqué au ministre chargé de l'enseignement supérieur. L'avis défavorable du conseil d'administration est motivé.</p> <p>Lorsque la procédure prévue au premier alinéa n'a pas permis de communiquer un nom au ministre chargé de l'enseignement supérieur, les candidatures qui n'ont pas été retenues par le conseil académique ou qui ont fait l'objet d'un avis défavorable du conseil d'administration sont examinées avec les autres candidatures par le comité de sélection selon la procédure prévue à l'article 9-2.</p>	<p>favorable sur cette candidature, le nom du candidat retenu est communiqué au ministre chargé de l'enseignement supérieur. L'avis défavorable du conseil d'administration est motivé.</p> <p>Lorsque la procédure prévue au premier alinéa n'a pas permis de communiquer un nom au ministre chargé de l'enseignement supérieur, les candidatures qui n'ont pas été retenues par le conseil académique ou qui ont fait l'objet d'un avis défavorable du conseil d'administration sont examinées avec les autres candidatures par le comité de sélection selon la procédure prévue à l'article 9-2.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 11</p> <p>Les enseignants chercheurs titulaires peuvent être placés, à des fins d'intérêt général, en délégation.</p> <p>Ils continuent à percevoir leur rémunération et à bénéficier de l'ensemble des droits attachés à la position d'activité.</p> <p>La délégation peut être prononcée auprès :</p> <p>a) D'une institution internationale ou d'un établissement étrangère d'enseignement supérieur et de recherche ;</p> <p>b) D'un établissement français d'enseignement supérieur, de recherche ou d'information scientifique et technique ;</p> <p>c) D'une entreprise ou de tout autre organisme</p>	<p style="text-align: center;">Article 11</p> <p>Les enseignants chercheurs titulaires peuvent être placés, à des fins d'intérêt général, en délégation.</p> <p>Ils continuent à percevoir leur rémunération et à bénéficier de l'ensemble des droits attachés à la position d'activité.</p> <p>La délégation peut être prononcée auprès :</p> <p>a) D'une institution internationale ou d'un établissement étrangère d'enseignement supérieur et de recherche ;</p> <p>b) D'un établissement français d'enseignement supérieur, de recherche ou d'information scientifique et technique ;</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>

<p>public ou privé.</p> <p>Un enseignant chercheur peut également être placé en délégation pour créer une entreprise.</p> <p>La délégation peut être prononcée pour l'application des dispositions des articles L. 413-1 à L. 413-7 du Code de la recherche.</p> <p>Par exception au premier alinéa du présent article, les maîtres de conférences stagiaires peuvent être placés en délégation si l'établissement d'accueil est un établissement ou un organisme de recherche mentionné au livre III du Code de la recherche et si l'intéressé assure au moins le tiers du service d'enseignement.</p> <p>En vue de la titularisation de l'intéressé, l'établissement ou l'organisme de recherche mentionné à l'alinéa précédent formule un avis sur l'activité du maître de conférences placé en délégation. Cet avis est pris en compte par le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, dans le cadre de la procédure prévue à l'article 32.</p>	<p>c) D'une entreprise ou de tout autre organisme public ou privé.</p> <p>Un enseignant chercheur peut également être placé en délégation pour créer une entreprise.</p> <p>La délégation peut être prononcée pour l'application des dispositions des articles L. 531-1 à L. 531-7 du Code de la recherche.</p> <p>Par exception au premier alinéa du présent article, les maîtres de conférences stagiaires peuvent être placés en délégation si l'établissement d'accueil est un établissement ou un organisme de recherche mentionné au livre III du Code de la recherche et si l'intéressé assure au moins le tiers du service d'enseignement.</p> <p>En vue de la titularisation de l'intéressé, l'établissement ou l'organisme de recherche mentionné à l'alinéa précédent formule un avis sur l'activité du maître de conférences placé en délégation. Cet avis est pris en compte par le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, dans le cadre de la procédure prévue à l'article 32.</p>	
--	--	--

<p style="text-align: center;">Article 13</p> <p>La délégation est prononcée par arrêté du président ou du directeur de l'établissement après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1.</p>	<p style="text-align: center;">Article 13</p> <p>La délégation est prononcée par arrêté du président ou du directeur de l'établissement après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation.</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>
<p style="text-align: center;">Article 14</p> <p>La délégation peut être prononcée pour une durée maximale de cinq ans, renouvelable. Toutefois, pour l'application des articles L. 531-1 à L. 531-7 du Code de la recherche, elle peut être prononcée pour une durée de deux ans renouvelable deux fois. Elle est subordonnée à la conclusion entre l'établissement d'origine et l'institution, l'établissement, l'entreprise ou l'organisme d'accueil, d'une convention qui en fixe l'objet et en détermine les modalités.</p> <p>Les intéressés demeurent soumis à l'obligation d'établir le rapport d'activité prévu à l'article 7-1.</p> <p>Ces modalités peuvent être les suivantes :</p> <p>a) L'enseignant chercheur délégué continue à assurer dans son établissement d'origine le service d'enseignement exigé par son statut ;</p> <p>b) L'enseignant chercheur délégué est remplacé par un ou plusieurs enseignants ou chercheurs qui assurent l'ensemble des services d'enseignement et de recherche du bénéficiaire ;</p>	<p style="text-align: center;">Article 14</p> <p>La délégation peut être prononcée pour une durée maximale de cinq ans, renouvelable. Toutefois, pour l'application des articles L. 531-1 à L. 531-7 du Code de la recherche, elle peut être prononcée pour une durée de deux ans renouvelable deux fois. Elle est subordonnée à la conclusion entre l'établissement d'origine et l'institution, l'établissement, l'entreprise ou l'organisme d'accueil, d'une convention qui en fixe l'objet et en détermine les modalités.</p> <p>Ces modalités peuvent être les suivantes :</p> <p>1°) L'enseignant chercheur délégué continue à assurer dans son établissement d'origine le service d'enseignement exigé par son statut ;</p> <p>2°) L'enseignant chercheur délégué est remplacé par un ou plusieurs enseignants ou chercheurs qui assurent l'ensemble des services d'enseignement et de recherche du bénéficiaire ;</p> <p>3°) Une contribution permettant d'assurer le service d'enseignement de l'intéressé est versée au profit de</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>

<p>e) Une contribution permettant d'assurer le service d'enseignement de l'intéressé est versée au profit de l'établissement d'origine ;</p> <p>d) Une contribution au moins équivalente à l'ensemble de la rémunération de l'intéressé et des charges sociales qui y sont afférentes est versée au profit de l'établissement d'origine.</p> <p>La convention peut prévoir l'utilisation successive de plusieurs des modalités ci-dessus énumérées au cours d'une même période de délégation.</p> <p>Dans le cas d'une délégation auprès d'une entreprise ou d'un organisme privé, le recours à la modalité prévue au d ci-dessus est obligatoire au-delà des six premiers mois. Toutefois, lorsque cette délégation est prononcée sur le fondement des articles L. 531-1 à L. 531-7 du Code de la recherche, cette contribution est obligatoire au-delà d'un an, sauf si le conseil d'administration de l'établissement d'origine décide d'en dispenser totalement ou partiellement l'entreprise après l'expiration de ce délai.</p>	<p>l'établissement d'origine ;</p> <p>4°) Une contribution au moins équivalente à l'ensemble de la rémunération de l'intéressé et des charges sociales qui y sont afférentes est versée au profit de l'établissement d'origine.</p> <p>La convention peut prévoir l'utilisation successive de plusieurs des modalités ci-dessus énumérées au cours d'une même période de délégation.</p> <p>Dans le cas d'une délégation auprès d'une entreprise ou d'un organisme privé, le recours à la modalité prévue au 4° ci-dessus est obligatoire au-delà des six premiers mois. Toutefois, lorsque cette délégation est prononcée sur le fondement des articles L. 531-1 à L. 531-7 du Code de la recherche, cette contribution est obligatoire au-delà d'un an, sauf si le conseil d'administration de l'établissement d'origine décide d'en dispenser totalement ou partiellement l'entreprise après l'expiration de ce délai.</p> <p>Les enseignants-chercheurs délégués demeurent soumis à l'obligation d'établir le rapport d'activité prévu à l'article 7-1.</p> <p>Ils ne peuvent pas accomplir d'enseignements complémentaires, sauf en cas de recours à la modalité prévue au 1°.</p>	
---	--	--

<p style="text-align: center;">Article 14-1</p> <p>Sauf lorsqu'elle est sollicitée en application des dispositions des articles L. 531-1 à L. 531-7 du Code de la recherche de l'article 11 ci-dessus, la délégation peut s'effectuer à temps incomplet. Les dispositions de l'article 14 sont alors adaptées à la quotité de la délégation.</p>	<p style="text-align: center;">Article 14-1</p> <p>Sauf lorsqu'elle est sollicitée en application des dispositions des articles L. 531-1 à L. 531-7 du Code de la recherche de l'article 11 ci-dessus, la délégation peut s'effectuer à temps incomplet. Les dispositions de l'article 14 sont alors adaptées à la quotité de la délégation.</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>
<p style="text-align: center;">Article 15</p> <p>Les enseignants-chercheurs peuvent être détachés dans des entreprises, des organismes privés ou des groupements d'intérêt public pour y exercer des fonctions de formation, de recherche, de valorisation de la recherche et de diffusion de l'information scientifique et technique.</p> <p>Dans ce cas, le détachement est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et assimilés.</p> <p>Le détachement auprès d'une entreprise ou de tout autre organisme de droit privé ne peut être prononcé que si l'intéressé n'a pas eu, au cours des trois dernières années dans le cadre des fonctions publiques qu'il a effectivement exercées, soit à exercer la surveillance ou le contrôle de cette entreprise ou de cet organisme, soit à conclure des</p>	<p style="text-align: center;">Article 15</p> <p>Les enseignants-chercheurs peuvent être détachés dans des entreprises, des organismes privés ou des groupements d'intérêt public pour y exercer des fonctions de formation, de recherche, de valorisation de la recherche et de diffusion de l'information scientifique et technique.</p> <p>Dans ce cas, le détachement est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et assimilés.</p> <p>Le détachement auprès d'une entreprise ou de tout autre organisme de droit privé ne peut être prononcé que si l'intéressé n'a pas eu, au cours des trois dernières années dans le cadre des fonctions publiques qu'il a effectivement exercées, soit à exercer la surveillance ou le contrôle de cette</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>

<p>contrats de toute nature avec l'un ou l'autre, ou à formuler un avis sur de tels contrats, soit à proposer des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme, ou à formuler un avis sur de telles décisions.</p>	<p>entreprise ou de cet organisme, soit à conclure des contrats de toute nature avec l'un ou l'autre, ou à formuler un avis sur de tels contrats, soit à proposer des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme, ou à formuler un avis sur de telles décisions.</p>	
--	--	--

<p style="text-align: center;">Section III Article 18</p> <p>Les enseignants chercheurs placés dans la position hors cadres, telle qu'elle est prévue par l'article 49 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, peuvent demander leur réintégration dans leur corps d'origine, dans les conditions prévues à l'article qui précède.</p>	<p style="text-align: center;">Section III Article 18</p> <p>Les enseignants chercheurs placés dans la position hors cadres, telle qu'elle est prévue par l'article 49 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, peuvent demander leur réintégration dans leur corps d'origine, dans les conditions prévues à l'article qui précède.</p>	<p style="text-align: center;">Abrogé</p>
<p style="text-align: center;">Article 19</p> <p>Les enseignants-chercheurs titulaires en position d'activité régis par le présent décret peuvent bénéficier d'un congé pour recherches ou conversions thématiques, d'une durée de six mois par période de trois ans passée en position d'activité ou de détachement, ou douze mois par période de six ans passée en position d'activité ou de détachement. Toutefois, les enseignants-chercheurs nommés depuis au moins trois ans peuvent bénéficier d'un premier congé de douze mois. Un congé pour recherches ou conversions thématiques, d'une durée de six mois, peut être accordé après un congé maternité ou un congé parental, à la demande de l'enseignant-chercheur.</p> <p>La périodicité entre chaque congé intervient par intervalles de trois années à l'échéance d'un congé de six mois et par intervalles de six années à</p>	<p style="text-align: center;">Article 19</p> <p>Les enseignants-chercheurs titulaires en position d'activité régis par le présent décret peuvent bénéficier d'un congé pour recherches ou conversions thématiques, d'une durée de six mois par période de trois ans passée en position d'activité ou de détachement, ou douze mois par période de six ans passée en position d'activité ou de détachement. Toutefois, les enseignants-chercheurs nommés depuis au moins trois ans peuvent bénéficier d'un premier congé de douze mois. Un congé pour recherches ou conversions thématiques, d'une durée de six mois, peut être accordé après un congé maternité ou un congé parental, à la demande de l'enseignant-chercheur.</p> <p>La périodicité entre chaque congé intervient par intervalles de trois années à l'échéance d'un congé de six mois et par intervalles de six années à</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>

<p>l'échéance d'un congé de douze mois.</p> <p>Les bénéficiaires de ce congé demeurent en position d'activité. Ils conservent la rémunération correspondant à leur grade. Par dérogation aux dispositions du décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'État, ils ne peuvent cumuler cette rémunération avec une rémunération publique ou privée.</p> <p>Le congé pour recherches ou conversions thématiques est accordé par le président ou le directeur de l'établissement, au vu d'un projet présenté par le candidat, après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1. L'avis du conseil académique ou de l'organe compétent est émis en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui détenu par l'intéressé.</p> <p>Des congés pour recherches ou conversions thématiques sont également accordés par le président ou le directeur de l'établissement, sur proposition des sections compétentes du Conseil national des universités dont relève l'enseignant-chercheur ou, dans les disciplines pharmaceutiques, sur proposition des sections compétentes du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques,</p>	<p>l'échéance d'un congé de douze mois.</p> <p>Les bénéficiaires de ce congé demeurent en position d'activité. Ils conservent la rémunération correspondant à leur grade. Par dérogation aux dispositions du décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'État, ils ne peuvent cumuler cette rémunération avec une rémunération publique ou privée.</p> <p>Le congé pour recherches ou conversions thématiques est accordé par le président ou le directeur de l'établissement, au vu d'un projet présenté par le candidat, après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation. L'avis du conseil académique ou de l'organe compétent est émis en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui détenu par l'intéressé.</p> <p>Des congés pour recherches ou conversions thématiques sont également accordés par le président ou le directeur de l'établissement, sur proposition des sections compétentes du Conseil national des universités dont relève l'enseignant-chercheur ou, dans les disciplines pharmaceutiques, sur proposition des sections compétentes du Conseil national des universités pour les disciplines</p>	
---	---	--

dans le cadre d'un contingent annuel fixé par arrêté. Ce contingent représente 40 % du nombre de congés accordés par les établissements l'année précédente.

Une fraction des congés pour recherches ou conversion thématique est attribuée en priorité aux enseignants-chercheurs qui ont effectué pendant au moins quatre ans des tâches d'intérêt général ou qui ont conçu ou développé des enseignements nouveaux ou des pratiques pédagogiques innovantes.

Les enseignants-chercheurs qui ont exercé les fonctions de président ou de directeur d'établissement public d'enseignement supérieur ou de recteur d'académie bénéficient à l'issue de leur mandat, sur leur demande, d'un congé pour recherches ou conversions thématiques d'une durée d'un an au plus.

Lorsqu'un enseignant-chercheur effectue ses activités de recherche au sein d'un établissement autre que son établissement d'affectation, l'avis prévu au quatrième alinéa est rendu par le conseil académique ou par l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 de l'établissement au sein duquel sont effectuées les activités de recherche. Les modalités de déroulement du congé sont fixées dans le cadre d'une convention entre les deux établissements.

À l'issue du congé, le bénéficiaire adresse au

médicales, odontologiques et pharmaceutiques, dans le cadre d'un contingent annuel fixé par arrêté. Ce contingent représente 40 % du nombre de congés accordés par les établissements l'année précédente.

Une fraction des congés pour recherches ou conversion thématique est attribuée en priorité aux enseignants-chercheurs qui ont effectué pendant au moins quatre ans des tâches d'intérêt général ou qui ont conçu ou développé des enseignements nouveaux ou des pratiques pédagogiques innovantes.

Les enseignants-chercheurs qui ont exercé les fonctions de président ou de directeur d'établissement public d'enseignement supérieur ou de recteur d'académie bénéficient à l'issue de leur mandat, sur leur demande, d'un congé pour recherches ou conversions thématiques d'une durée d'un an au plus.

Lorsqu'un enseignant-chercheur effectue ses activités de recherche au sein d'un établissement autre que son établissement d'affectation, l'avis prévu au quatrième alinéa est rendu par le conseil académique ou par l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation de l'établissement au sein duquel sont effectuées les activités de recherche. Les modalités de déroulement du congé sont fixées dans le cadre d'une convention entre les

<p>président ou au directeur de son établissement un rapport sur ses activités pendant cette période. Le rapport est transmis au conseil académique ou à l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 de l'établissement.</p>	<p>deux établissements.</p> <p>À l'issue du congé, le bénéficiaire adresse au président ou au directeur de son établissement un rapport sur ses activités pendant cette période. Le rapport est transmis au conseil académique ou à l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation de l'établissement.</p>	
	<p>Article 20-3</p> <p>Par dérogation au 3 de l'article 12 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires, l'enseignant-chercheur dont la situation est examinée par la commission de réforme départementale est représenté par deux enseignants-chercheurs de son établissement d'affectation appartenant au même grade ou, à défaut, au même corps, désignés par les enseignants-chercheurs et personnels assimilés représentants titulaires et suppléants du comité technique de l'établissement.</p>	<p>Représentation des enseignants-chercheurs au sein des commissions de réforme départementales</p>

	<p style="text-align: center;">Article 20-4</p> <p>Nul ne peut être nommé ni affecté dans un emploi d'enseignant-chercheur impliquant l'accès à une zone à régime restrictif au sens de l'article R. 413-5-1 du code pénal s'il n'a pas préalablement été autorisé à y accéder. Une information adaptée est donnée à tous les candidats à un emploi d'enseignant-chercheur quant à la condition posée au présent article.</p>	<p>Modalités de nomination dans les zones à régime restrictif</p>
<p style="text-align: center;">Article 21</p> <p>Il est créé un corps de maîtres de conférences classé dans la catégorie A prévue à l'article 29 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.</p> <p>Ce corps comporte une classe normale comportant neuf échelons et une hors-classe comportant six échelons.</p> <p>Les maîtres de conférences hors classe sont chargés de fonctions particulières attachées à l'encadrement, à l'orientation et au suivi des étudiants, à la coordination pédagogique, ainsi qu'aux relations avec les milieux professionnels ou avec les établissements d'enseignement supérieur et les établissements de recherche français ou étrangers.</p>	<p style="text-align: center;">Article 21</p> <p>Il est créé un corps de maîtres de conférences classé dans la catégorie A prévue à l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.</p> <p>Ce corps comporte une classe normale comportant neuf échelons et une hors-classe comportant six échelons et un échelon exceptionnel.</p> <p>Les maîtres de conférences hors classe sont chargés de fonctions particulières attachées à l'encadrement, à l'orientation et au suivi des étudiants, à la coordination pédagogique, ainsi qu'aux relations avec les milieux professionnels ou avec les établissements d'enseignement supérieur et les établissements de recherche français ou étrangers.</p>	<p>Mise à jour rédactionnelle</p> <p>Création échelon exceptionnel</p> <p>Entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2017 des modifications</p>

<p style="text-align: center;">Article 22</p> <p>Les maîtres de conférences sont recrutés par concours ouverts par établissement en vue de pourvoir un ou plusieurs emplois d'une même discipline parmi les candidats inscrits sur une liste de qualification aux fonctions de maître de conférences établie par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques. Les candidats inscrits sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités prévue à l'article 43 ci-après sont dispensés d'une inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences.</p> <p>Toutefois, les candidats exerçant une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, sont dispensés de l'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences. Le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu de l'établissement se prononce sur le rapport de deux spécialistes de la discipline concernée de niveau au moins équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dont un extérieur à l'établissement, sur les titres et travaux des intéressés, ainsi que sur le niveau des fonctions</p>	<p style="text-align: center;">Article 22</p> <p>Les maîtres de conférences sont recrutés par concours ouverts par établissement en vue de pourvoir un ou plusieurs emplois d'une même discipline parmi les candidats inscrits sur une liste de qualification aux fonctions de maître de conférences établie par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques. Les candidats inscrits sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités prévue à l'article 43 ci-après sont dispensés d'une inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences.</p> <p>Toutefois, les candidats exerçant ou ayant cessé d'exercer depuis moins de dix-huit mois une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, sont dispensés de l'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences. Le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu de l'établissement se prononce sur le rapport de deux spécialistes de la discipline concernée de niveau au moins équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dont un extérieur à l'établissement, sur les titres et travaux</p>	<p style="text-align: center;">Modification des conditions de dispense de qualification des enseignants-chercheurs exerçant une fonction d'enseignant-chercheur dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France.</p>
---	---	--

<p>sur la base de la grille d'équivalence établie par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, et transmet les dossiers de candidatures recevables au comité de sélection. Le conseil académique, ou le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu, se prononce en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p>	<p>des intéressés, ainsi que sur le niveau des fonctions sur la base de la grille d'équivalence établie par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, et transmet les dossiers de candidatures recevables au comité de sélection. Le conseil académique, ou le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu, se prononce en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 23</p> <p>Les candidats à une inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences doivent remplir l'une des conditions suivantes :</p> <p>1° Être titulaire, au plus tard à la date limite fixée, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, pour l'envoi du dossier aux rapporteurs prévus au deuxième alinéa de l'article 24, du doctorat ou de l'habilitation à diriger des recherches.</p> <p>Le doctorat d'État, le doctorat de troisième cycle et le diplôme de docteur ingénieur sont admis en équivalence du doctorat.</p> <p>Les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession du doctorat par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, siégeant en</p>	<p style="text-align: center;">Article 23</p> <p>Les candidats à une inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences doivent remplir l'une des conditions suivantes :</p> <p>1° Être titulaire, au plus tard à la date limite fixée, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, pour l'envoi du dossier aux rapporteurs prévus au deuxième alinéa de l'article 24, du doctorat ou de l'habilitation à diriger des recherches.</p> <p>Le doctorat d'État, le doctorat de troisième cycle et le diplôme de docteur ingénieur sont admis en équivalence du doctorat.</p> <p>Les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession du doctorat par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, siégeant en</p>	

<p>application de l'article 24 du présent décret.</p> <p>2° Justifier, au 1er janvier de l'année d'inscription, d'au moins trois ans d'activité professionnelle effective dans les six ans qui précèdent. Ne sont pas prises en compte les activités d'enseignant, les activités de chercheur dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique ou les activités mentionnées au III de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ou à l'article 2 du décret du 2 mai 2007 susmentionné.</p> <p>3° Être enseignant associé à temps plein ;</p> <p>4° Être détaché dans le corps des maîtres de conférences ;</p> <p>5° Appartenir à un corps de chercheurs relevant du décret du 30 décembre 1983 susvisé.</p>	<p>application de l'article 24 du présent décret.</p> <p>2° Justifier, au 1er janvier de l'année d'inscription, d'au moins trois ans d'activité professionnelle effective dans les six ans qui précèdent. Ne sont pas prises en compte les activités d'enseignant, les activités de chercheur dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique ou les activités exercées à titre accessoire en application du IV de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 susvisée et les activités mentionnées au V du même article.</p> <p>3° Être enseignant associé à temps plein ;</p> <p>4° Être détaché dans le corps des maîtres de conférences ;</p> <p>5° Appartenir à un corps de chercheurs relevant du décret du 30 décembre 1983 susvisé.</p>	<p>Clarification rédactionnelle</p>
--	---	--

<p style="text-align: center;">Article 32</p> <p>Les maîtres de conférences sont nommés en qualité de stagiaire pour une durée d'un an par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>À l'issue du stage prévu à l'alinéa précédent, les maîtres de conférences stagiaires sont soit titularisés, soit maintenus en qualité de stagiaires pour une période d'un an, soit réintégrés dans leur corps d'origine, soit licenciés s'ils n'ont pas la qualité de fonctionnaire.</p> <p>À l'issue du contrat prévu à l'article 29, les agents contractuels sont soit titularisés dans le corps des maîtres de conférences, soit renouvelés dans leurs fonctions pour la période prévue au II de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, soit réintégrés dans leur corps d'origine, soit licenciés s'ils n'ont pas la qualité de fonctionnaire.</p> <p>Pour la mise en œuvre des deux alinéas précédents, les décisions du président ou du directeur de l'établissement sont prononcées conformément à l'avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant dans tous les cas en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés.</p> <p>Les maîtres de conférences mentionnés aux premier, deuxième et troisième alinéas sont classés par arrêté du président ou du directeur de</p>	<p style="text-align: center;">Article 32</p> <p>Les maîtres de conférences sont nommés en qualité de stagiaire pour une durée d'un an par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Ils bénéficient, au cours de cette période de stage, d'une formation visant l'approfondissement des compétences pédagogiques nécessaires à l'exercice du métier, dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Cette formation peut tenir compte de leur parcours antérieur et être accompagnée d'un tutorat. Le directeur de chaque service ou composante délivrant la formation du stagiaire établit un avis sur le suivi de la formation, transmis au conseil académique ou à l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation préalablement à la délivrance de l'avis conforme mentionné au cinquième alinéa</p> <p style="text-align: center;">du présent article.</p> <p>Au cours de leur formation, les maîtres de conférences sont déchargés d'un sixième du service d'enseignement mentionné au troisième alinéa de l'article 7. Ils ne peuvent pas effectuer d'enseignements complémentaires pendant cette période.</p> <p>À l'issue du stage prévu au premier alinéa, les maîtres de conférences stagiaires sont soit</p>	<p>Création d'une formation initiale obligatoire pour les maîtres de conférences assortie d'une décharge de service.</p> <p>Entrée en vigueur des deux premiers alinéas à compter de la première rentrée universitaire suivant la date de publication de l'arrêté mentionné au 1^{er} alinéa de l'article 32.</p>
---	--	---

<p>l'établissement.</p> <p>Dans les instituts ou écoles faisant partie d'une université au sens de l'article L. 713-9 du Code de l'éducation, la proposition du président ou du directeur relative à la titularisation doit recueillir l'avis du directeur de cet institut ou école. Cet avis est transmis au président ou au directeur dans un délai de quinze jours suivant sa demande.</p> <p>L'avis défavorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 est communiqué dans les huit jours de son adoption au maître de conférences stagiaire ou à l'agent contractuel qui peut, dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle il en a reçu notification, saisir le conseil d'administration siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs d'un rang au moins égal. Le conseil d'administration entend l'intéressé à sa demande.</p> <p>L'avis du conseil d'administration ainsi saisi se substitue à celui du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1.</p> <p>Tout avis défavorable est motivé.</p> <p>Les décisions de titularisation ou de maintien en qualité de stagiaire sont prononcées par arrêté du président ou du directeur de l'établissement. Le licenciement des maîtres de conférences stagiaires est prononcé par arrêté du ministre chargé de</p>	<p>titularisés, soit maintenus en qualité de stagiaires pour une période d'un an, soit réintégrés dans leur corps d'origine, soit licenciés s'ils n'ont pas la qualité de fonctionnaire.</p> <p>À l'issue du contrat prévu à l'article 29, les agents contractuels sont soit titularisés dans le corps des maîtres de conférences, soit renouvelés dans leurs fonctions pour la période prévue au II de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, soit licenciés.</p> <p>Pour la mise en œuvre des deux alinéas précédents, les décisions du président ou du directeur de l'établissement sont prononcées conformément à l'avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant dans tous les cas en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés.</p> <p>Les maîtres de conférences mentionnés aux premier, deuxième et troisième alinéas sont classés par arrêté du président ou du directeur de l'établissement en application des dispositions du décret n° 2009-462 du 23 avril 2009 relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>Dans les instituts ou écoles faisant partie d'une</p>	<p>Clarification rédactionnelle</p>
---	--	--

<p>l'enseignement supérieur. [...]</p>	<p>université au sens de l'article L. 713-9 du Code de l'éducation, la proposition du président ou du directeur relative à la titularisation doit recueillir l'avis du directeur de cet institut ou école. Cet avis est transmis au président ou au directeur dans un délai de quinze jours suivant sa demande.</p> <p>L'avis défavorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation est communiqué dans les huit jours de son adoption au maître de conférences stagiaire ou à l'agent contractuel qui peut, dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle il en a reçu notification, saisir le conseil d'administration siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs d'un rang au moins égal. Le conseil d'administration entend l'intéressé à sa demande.</p> <p>L'avis du conseil d'administration ainsi saisi se substitue à celui du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation.</p> <p>Tout avis défavorable est motivé.</p> <p>Les décisions de titularisation ou de maintien en qualité de stagiaire sont prononcées par arrêté du président ou du directeur de l'établissement. Le licenciement des maîtres de conférences stagiaires est prononcé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. [...]</p>	
--	--	--

	<p style="text-align: center;">Article 32-1</p> <p>Au cours des cinq années suivant leur titularisation, les maîtres de conférences bénéficient, sur leur demande, d'une formation complémentaire à celle mentionnée au premier alinéa de l'article 32, visant à l'approfondissement des compétences pédagogiques nécessaires à l'exercice du métier. À ce titre, ils bénéficient, sur leur demande, d'une décharge d'activité d'enseignement.</p> <p>Le volume total cumulé de cette décharge sur l'ensemble de la période de cinq ans mentionnée à l'alinéa précédent ne peut excéder le sixième d'un service d'enseignement annuel.</p>	<p>Création d'une formation complémentaire facultative pour les maîtres de conférences assortie d'une décharge de service.</p> <p>Entrée en vigueur de ce nouvel article à compter de la première rentrée universitaire suivant la date de publication de l'arrêté mentionné au 1^{er} alinéa de l'article 32.</p>
--	---	--

<p style="text-align: center;">Article 33</p> <p>Les mutations des maîtres de conférences d'un établissement à l'autre s'effectuent conformément à la procédure définie aux articles 9,9-1 et 9-2 ainsi qu'à celle définie à l'article 9-3. Elles sont prononcées par le président ou le directeur de l'établissement d'accueil.</p> <p>Le président ou le directeur de l'établissement fixe le nombre d'emplois de maîtres de conférences à pourvoir exclusivement par la voie de la mutation, après avis du conseil académique en formation plénière.</p> <p>S'ils ne justifient pas de trois ans de fonctions d'enseignant-chercheur en position d'activité dans l'établissement où ils sont affectés, les maîtres de conférences ne peuvent déposer une demande de mutation dans les conditions précisées de l'alinéa précédent qu'avec l'accord de leur chef d'établissement d'affectation, donné après avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et assimilés de rang au moins égal, ainsi que, le cas échéant, du directeur de l'institut au de l'école.</p>	<p style="text-align: center;">Article 33</p> <p>Les mutations des maîtres de conférences d'un établissement à l'autre s'effectuent conformément à la procédure définie aux articles 9,9-1 et 9-2 ainsi qu'à celle définie à l'article 9-3. Elles sont prononcées par le président ou le directeur de l'établissement d'accueil.</p> <p>Le président ou le directeur de l'établissement fixe le nombre d'emplois de maîtres de conférences à pourvoir exclusivement par la voie de la mutation, après avis du conseil académique en formation plénière.</p> <p>S'ils ne justifient pas de trois ans de fonctions d'enseignant-chercheur en position d'activité dans l'établissement où ils sont affectés, les maîtres de conférences ne peuvent déposer une demande de mutation dans les conditions précisées de l'alinéa précédent qu'avec l'accord de leur chef d'établissement d'affectation, donné après avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et assimilés de rang au moins égal, ainsi que, le cas échéant, du directeur de l'institut au de l'école.</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>
--	--	--

<p style="text-align: center;">Article 34</p> <p>Les changements de discipline à l'intérieur d'un établissement doivent faire l'objet d'un avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte aux enseignants d'un rang au moins égal.</p>	<p style="text-align: center;">Article 34</p> <p>Les changements de discipline à l'intérieur d'un établissement doivent faire l'objet d'un avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte aux enseignants d'un rang au moins égal.</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>
<p style="text-align: center;">Article 39</p> <p>L'avancement d'échelon des maîtres de conférences a lieu à l'ancienneté. Il est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement. L'ancienneté requise pour accéder aux divers échelons des deux classes du corps des maîtres de conférences est fixée ainsi qu'il suit :</p> <p style="text-align: center;">[...]</p> <p>Une bonification d'ancienneté d'un an prise en compte pour l'avancement d'échelon est accordée, sur leur demande, aux maîtres de conférences qui ont accompli en cette qualité ou en qualité de maître-assistant une mobilité au moins égale à deux ans ou à un an si la mobilité est effectuée dans un organisme d'enseignement supérieur ou de recherche d'un État de la Communauté européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France. Cette bonification ne peut être accordée aux maîtres de conférences qui ont déjà bénéficié d'une bonification</p>	<p style="text-align: center;">Article 39</p> <p>L'avancement d'échelon des maîtres de conférences a lieu à l'ancienneté. Il est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement. L'ancienneté requise pour accéder aux divers échelons des deux classes du corps des maîtres de conférences est fixée ainsi qu'il suit :</p> <p style="text-align: center;">[...]</p> <p>Une bonification d'ancienneté d'un an prise en compte pour l'avancement d'échelon est accordée, sur leur demande, aux maîtres de conférences qui ont accompli en cette qualité ou en qualité de maître-assistant une mobilité au moins égale à deux ans ou à un an si la mobilité est effectuée dans un organisme d'enseignement supérieur ou de recherche d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France. Cette bonification ne peut être accordée aux maîtres de conférences qui ont déjà bénéficié d'une</p>	<p style="text-align: center;">Mise à jour rédactionnelle</p>

d'ancienneté au titre de la mobilité. [...]	bonification d'ancienneté au titre de la mobilité. [...]	
<p align="center">Article 40</p> <p>L'avancement de la classe normale à la hors-classe des maîtres de conférences a lieu au choix parmi les maîtres de conférences remplissant les conditions prévues à l'article 40-1 ci-après. Il est prononcé selon les modalités définies ci-dessous.</p> <p>I.- L'avancement a lieu, pour moitié, sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités ou de la section compétente du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, dans la limite des promotions offertes par discipline au plan national et pour moitié sur proposition du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte, dans la limite des promotions offertes dans l'établissement, toutes disciplines confondues. Toutefois, lorsque le nombre des enseignants-chercheurs affectés à un établissement est inférieur à cinquante, l'ensemble des avancements est prononcé sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités ou de la section compétente du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour</p>	<p align="center">Article 40</p> <p>I. - L'avancement de la classe normale à la hors-classe des maîtres de conférences a lieu au choix parmi les maîtres de conférences remplissant les conditions prévues à l'article 40-1 ci-après. Il est prononcé selon les modalités suivantes :</p> <p>1°.-L'avancement a lieu, pour moitié, sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités ou de la section compétente du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, dans la limite des promotions offertes par discipline au plan national et pour moitié sur proposition du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte, dans la limite des promotions offertes dans l'établissement, toutes disciplines confondues. Toutefois, lorsque le nombre des enseignants-chercheurs affectés à un établissement est inférieur à cinquante, l'ensemble des avancements est prononcé sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités ou de la section compétente du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques après avis du</p>	<p>Renumérotation</p> <p>Renumérotation</p> <p>Clarification rédactionnelle</p> <p>Clarification rédactionnelle</p>

<p>exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte, de l'établissement.</p> <p>Cet avancement a lieu sur la base de critères rendus publics, d'une part, par les sections du Conseil national des universités et, d'autre part, par les établissements.</p> <p>Le nombre maximum de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du I est notifié aux établissements chaque année par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>II.-Les maîtres de conférences qui exercent des fonctions qui ne sont pas principalement d'enseignement et de recherche dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur peuvent demander, chaque année, à bénéficier de la procédure d'avancement définie ci-après. Ils ne peuvent bénéficier en ce cas de la procédure d'avancement définie au I.</p> <p>Le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte, de chaque établissement rend un avis sur les maîtres de conférences qui ont demandé à bénéficier de cette procédure. Cet avis est transmis à une instance composée de dix-huit professeurs des universités et dix-huit maîtres de conférences ainsi répartis :</p>	<p>conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte, de l'établissement.</p> <p>Cet avancement a lieu sur la base de critères rendus publics, d'une part, par les sections du Conseil national des universités et, d'autre part, par les établissements.</p> <p>Le nombre maximum de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1° est notifié aux établissements chaque année par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>2°.-Les maîtres de conférences qui exercent des fonctions qui ne sont pas principalement d'enseignement et de recherche dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur peuvent demander, chaque année, à bénéficier de la procédure d'avancement définie ci-après. Ils ne peuvent bénéficier en ce cas de la procédure d'avancement définie au I.</p> <p>Le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte, de chaque établissement rend un avis sur les maîtres de conférences qui ont demandé à bénéficier de cette procédure. Cet avis est transmis à une instance composée de dix-huit professeurs des universités et</p>	<p>Renumérotation</p> <p>Clarification rédactionnelle</p>
---	---	---

<p>a) Onze présidents de section tirés au sort et relevant chacun d'un groupe différent du Conseil national des universités ;</p> <p>b) Un président de section tiré au sort et relevant de l'une des sections compétentes à l'égard des enseignants-chercheurs du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ;</p> <p>c) Onze deuxièmes vice-présidents de section tirés au sort relevant chacun d'un groupe différent du Conseil national des universités ;</p> <p>d) Un deuxième vice-président tiré au sort et relevant de l'une des sections compétentes à l'égard des enseignants-chercheurs du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ;</p> <p>e) Six professeurs des universités et six maîtres de conférences nommés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur parmi les enseignants-chercheurs exerçant ou ayant exercé les fonctions particulières mentionnées au cinquième alinéa du présent article.</p> <p>Les membres de cette instance élisent au scrutin majoritaire uninominal à deux tours un bureau composé d'un président et d'un vice-président qui sont choisis parmi les professeurs des universités, d'un deuxième vice-président et d'un assesseur qui</p>	<p>dix-huit maîtres de conférences ainsi répartis :</p> <p>a) Onze présidents de section tirés au sort et relevant chacun d'un groupe différent du Conseil national des universités ;</p> <p>b) Un président de section tiré au sort et relevant de l'une des sections compétentes à l'égard des enseignants-chercheurs du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ;</p> <p>c) Onze deuxièmes vice-présidents de section tirés au sort relevant chacun d'un groupe différent du Conseil national des universités ;</p> <p>d) Un deuxième vice-président tiré au sort et relevant de l'une des sections compétentes à l'égard des enseignants-chercheurs du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ;</p> <p>e) Six professeurs des universités et six maîtres de conférences nommés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur parmi les enseignants-chercheurs exerçant ou ayant exercé les fonctions particulières mentionnées au cinquième alinéa du présent article.</p> <p>Les membres de cette instance élisent au scrutin majoritaire uninominal à deux tours un bureau composé d'un président et d'un vice-président qui</p>	
---	--	--

<p>sont choisis parmi les maîtres de conférences.</p> <p>Après avoir entendu deux rapporteurs désignés par son bureau pour chaque maître de conférences promouvable, l'instance établit les propositions d'avancement qu'elle adresse au président ou directeur de l'établissement.</p> <p>Les modalités de fonctionnement de l'instance sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le mandat de ses membres prend fin à chaque renouvellement du Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, à chaque renouvellement du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques.</p> <p>III.- Les candidatures à l'avancement établies au titre du I et du II pour les maîtres de conférences qui exercent les fonctions de président ou de directeur d'établissement sont directement adressées au Conseil national des universités ou à l'instance prévue au deuxième alinéa du II.</p> <p>IV.- Les présidents et directeurs d'établissements prononcent avant la fin de l'année en cours les promotions attribuées aux maîtres de conférences affectés dans leur établissement dans les conditions prévues au présent article. Les promotions prononcées sont rendues publiques.</p>	<p>sont choisis parmi les professeurs des universités, d'un deuxième vice-président et d'un assesseur qui sont choisis parmi les maîtres de conférences.</p> <p>Après avoir entendu deux rapporteurs désignés par son bureau pour chaque maître de conférences promouvable, l'instance établit les propositions d'avancement qu'elle adresse au président ou directeur de l'établissement.</p> <p>Les modalités de fonctionnement de l'instance sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le mandat de ses membres prend fin à chaque renouvellement du Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, à chaque renouvellement du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques.</p> <p>3°.-Les candidatures à l'avancement établies au titre du 1° et du 2° pour les maîtres de conférences qui exercent les fonctions de président ou de directeur d'établissement sont directement adressées au Conseil national des universités ou à l'instance prévue au deuxième alinéa du 2°.</p> <p>4°.-Les présidents et directeurs d'établissements prononcent avant la fin de l'année en cours les promotions attribuées aux maîtres de conférences affectés dans leur établissement dans les conditions prévues au présent article. Les promotions</p>	<p>Re-numérotation</p> <p>Re-numérotation</p> <p>Modalités d'avancement à l'échelon exceptionnel (entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2017)</p>
--	--	--

	<p>prononcées sont rendues publiques.</p> <p>II.- L'avancement à l'échelon exceptionnel de la hors-classe des maîtres de conférences a lieu au choix.</p> <p>Il a lieu, pour moitié, sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités ou de la section compétente du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, dans la limite des promotions offertes par discipline au plan national et, pour moitié, sur proposition du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte, dans la limite des promotions offertes dans l'établissement, toutes disciplines confondues. Toutefois, lorsque le nombre des enseignants-chercheurs affectés à un établissement est inférieur à cinquante, l'ensemble des avancements est prononcé sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités ou de la section compétente du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation,</p>	
--	---	--

	<p>siégeant en formation restreinte, de l'établissement.</p> <p>Cet avancement a lieu sur la base de critères rendus publics, d'une part, par les sections du Conseil national des universités et, d'autre part, par les établissements. Parmi ces critères, l'investissement des maîtres de conférences dans leur mission d'enseignement doit être particulièrement pris en compte.</p> <p>Le nombre maximum de promotions susceptibles d'être prononcées est notifié aux établissements chaque année par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>Peuvent seuls être promus à l'échelon exceptionnel de la hors-classe les maîtres de conférences justifiant d'au moins trois ans de services effectifs dans le 6e échelon de cette même classe.</p> <p>Le nombre de maîtres de conférences hors classe à l'échelon exceptionnel ne peut excéder celui résultant d'un pourcentage des effectifs du corps considérés au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions. Ce pourcentage est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, du budget et de la fonction publique.</p>	
--	--	--

<p style="text-align: center;">Article 40-2-1</p> <p>Les agents relevant d'une administration, d'un organisme ou d'un établissement public, dont les missions sont comparables à celles des fonctionnaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France et occupant un emploi d'un niveau équivalent à celui de maître de conférences, peuvent être accueillis en détachement dans le corps des maîtres de conférences.</p> <p>Les compétences dévolues à la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique instituée par le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française, sont exercées par le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, par le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p> <p>Le conseil académique ou, dans les établissements</p>	<p style="text-align: center;">Article 40-2-1</p> <p>Les agents relevant d'une administration, d'un organisme ou d'un établissement public, dont les missions sont comparables à celles des fonctionnaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France et occupant un emploi d'un niveau équivalent à celui de maître de conférences, peuvent être accueillis en détachement dans le corps des maîtres de conférences.</p> <p>Le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu statue et émet un avis sur la demande de l'agent dans les conditions et selon les modalités prévues par le décret du 22 mars 2010 ci-dessus cité.</p> <p>Le détachement est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement.</p>	<p style="text-align: center;">Mise à jour rédactionnelle</p>
--	---	--

<p>non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu statue et émet un avis sur la demande de l'agent dans les conditions et selon les modalités prévues par le décret du 22 mars 2010 ci-dessus cité.</p> <p>Le détachement est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement.</p>		
<p style="text-align: center;">Article 40-3</p> <p>Le détachement s'effectue à équivalence de grade et à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont l'intéressé bénéficiait dans son corps ou cadre d'emplois d'origine. Le fonctionnaire détaché conserve, dans les conditions et limites fixées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 3 du décret n° 2009-462 du 23 avril 2009 relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, l'ancienneté d'échelon qu'il avait acquise et, le cas échéant, le bénéfice, à titre personnel, de son indice antérieur. Le fonctionnaire détaché concourt pour les avancements de grade et d'échelon dans le corps des maîtres de conférences avec l'ensemble des fonctionnaires de ce corps.</p> <p>Toutefois, les chargés de recherche régis par le décret du 30 décembre 1983 déjà mentionné peuvent, lorsqu'ils ont atteint le 7e échelon de la</p>	<p style="text-align: center;">Article 40-3</p> <p>Le détachement s'effectue à équivalence de grade et à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont l'intéressé bénéficiait dans son corps ou cadre d'emplois d'origine. Le fonctionnaire détaché conserve, dans les conditions et limites fixées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 3 du décret n° 2009-462 du 23 avril 2009 relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, l'ancienneté d'échelon qu'il avait acquise et, le cas échéant, le bénéfice, à titre personnel, de son indice antérieur. Le fonctionnaire détaché concourt pour les avancements de grade et d'échelon dans le corps des maîtres de conférences avec l'ensemble des fonctionnaires de ce corps.</p> <p>Toutefois, les chargés de recherche régis par le décret du 30 décembre 1983 déjà mentionné peuvent, lorsqu'ils ont atteint le 8e échelon de la</p>	<p>Conséquences de la fusion des corps des grades de chargés de recherche de 2e et de 1re classe par le décret n° 2017-852 du 6 mai 2017 portant diverses dispositions statutaires relatives aux directeurs de recherche, chargés de recherche, ingénieurs de recherche, ingénieurs d'études et assistants</p>

<p>première classe et qu'ils ont accompli au moins cinq ans de services en qualité de chargé de recherche en position d'activité ou en position de détachement, être placés en position de détachement à la hors-classe du corps des maîtres de conférences à un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont l'intéressé bénéficiait dans son corps ou cadre d'emplois d'origine, après avis du conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, du conseil scientifique ou de l'organe en tenant lieu, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p>	<p>classe normale et qu'ils ont accompli au moins cinq ans de services en qualité de chargé de recherche en position d'activité ou en position de détachement, être placés en position de détachement à la hors-classe du corps des maîtres de conférences à un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont l'intéressé bénéficiait dans son corps ou cadre d'emplois d'origine, après avis du conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, du conseil scientifique ou de l'organe en tenant lieu, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p>	<p>ingénieurs relevant du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 et du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 et aux personnels des bibliothèques, corps assimilés aux corps d'enseignants-chercheurs et professeurs de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers.</p> <p>Entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2017 des modifications</p>
<p style="text-align: center;">Article 40-5</p> <p>Les fonctionnaires placés en position de détachement dans le corps des maîtres de conférences peuvent, à l'issue d'un délai d'un an, être intégrés sur leur demande dans ce corps, sous réserve, pour ceux qui n'appartiennent pas à un corps d'enseignants-chercheurs assimilé au corps des maîtres de conférences, d'être inscrits sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences.</p> <p style="text-align: center;">[...]</p> <p>L'intégration est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur après avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées</p>	<p style="text-align: center;">Article 40-5</p> <p>Les fonctionnaires placés en position de détachement dans le corps des maîtres de conférences peuvent, à l'issue d'un délai d'un an, être intégrés sur leur demande dans ce corps, sous réserve, pour ceux qui n'appartiennent pas à un corps d'enseignants-chercheurs assimilé au corps des maîtres de conférences, d'être inscrits sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences.</p> <p style="text-align: center;">[...]</p> <p>L'intégration est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur après avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>

<p>au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et assimilés.</p> <p>Dans les instituts ou écoles faisant partie d'une université au sens de l'article L. 713-9 du Code de l'éducation, l'intégration est prononcée sur proposition du directeur de l'institut ou de l'école, établie après consultation du conseil mentionné aux deuxième et troisième alinéas de cet article. Cette proposition doit recueillir l'avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés.</p> <p style="text-align: center;">[...]</p>	<p>au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et assimilés.</p> <p>Dans les instituts ou écoles faisant partie d'une université au sens de l'article L. 713-9 du Code de l'éducation, l'intégration est prononcée sur proposition du directeur de l'institut ou de l'école, établie après consultation du conseil mentionné aux deuxième et troisième alinéas de cet article. Cette proposition doit recueillir l'avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés.</p> <p style="text-align: center;">[...]</p>	
<p style="text-align: center;">Article 41</p> <p>Il est créé un corps de professeurs des universités classé dans la catégorie A prévue à l'article 29 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.</p> <p>Ce corps comporte une deuxième classe comprenant six échelons, une première classe comprenant trois échelons et une classe exceptionnelle comprenant deux échelons.</p> <p>Les professeurs des universités ont, dans les enseignements auxquels ils participent, la responsabilité principale de la préparation des programmes, de l'orientation des étudiants, de la</p>	<p style="text-align: center;">Article 41</p> <p>Il est créé un corps de professeurs des universités classé dans la catégorie A prévue à l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.</p> <p>Ce corps comporte une deuxième classe comprenant sept échelons, une première classe comprenant trois échelons et une classe exceptionnelle comprenant deux échelons.</p> <p>Les professeurs des universités ont, dans les enseignements auxquels ils participent, la responsabilité principale de la préparation des programmes, de l'orientation des étudiants, de la</p>	<p>Mise à jour rédactionnelle</p> <p>Création d'un 7^{ème} échelon dans la deuxième classe du corps des professeurs des universités.</p> <p>Entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2017 des modifications</p>

<p>coordination des équipes pédagogiques.</p> <p>Ils assurent leur service d'enseignement en présence des étudiants sous forme de cours, de travaux dirigés ou de travaux pratiques. Ils ont une vocation prioritaire à assurer ce service sous forme de cours.</p> <p>Ils assurent la direction des travaux de recherche menés dans l'établissement, concurremment avec les autres enseignants ou chercheurs habilités à diriger ces travaux.</p>	<p>coordination des équipes pédagogiques.</p> <p>Ils assurent leur service d'enseignement en présence des étudiants sous forme de cours, de travaux dirigés ou de travaux pratiques. Ils ont une vocation prioritaire à assurer ce service sous forme de cours.</p> <p>Ils assurent la direction des travaux de recherche menés dans l'établissement, concurremment avec les autres enseignants ou chercheurs habilités à diriger ces travaux.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 43</p> <p>Pour pouvoir se présenter aux concours prévus aux 1°, 2° et 4° de l'article 46 du présent décret, les candidats doivent être inscrits sur une liste de qualification aux fonctions de professeur des universités établie par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques.</p> <p>Toutefois, les candidats exerçant une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France sont dispensés de l'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeurs. Le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou</p>	<p style="text-align: center;">Article 43</p> <p>Pour pouvoir se présenter aux concours prévus aux 1°, 2° et 4° de l'article 46 du présent décret, les candidats doivent être inscrits sur une liste de qualification aux fonctions de professeur des universités établie par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques.</p> <p>Toutefois, les candidats exerçant ou ayant cessé d'exercer depuis moins de dix-huit mois une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France sont dispensés de l'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeurs. Le conseil académique ou, dans les</p>	<p>Modification des conditions de dispense de qualification des enseignant-chercheurs exerçant une fonction d'enseignant-chercheur dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France</p>

<p>l'organe en tenant lieu de l'établissement se prononce sur le rapport de deux spécialistes de la discipline concernée de niveau au moins équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dont un extérieur à l'établissement, sur les titres et travaux des intéressés, ainsi que sur le niveau des fonctions sur la base de la grille d'équivalence établie par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, et transmet les dossiers de candidatures recevables au comité de sélection. Le conseil académique, ou le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu, se prononce en formation restreinte aux professeurs des universités et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p>	<p>établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu de l'établissement se prononce sur le rapport de deux spécialistes de la discipline concernée de niveau au moins équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dont un extérieur à l'établissement, sur les titres et travaux des intéressés, ainsi que sur le niveau des fonctions sur la base de la grille d'équivalence établie par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, et transmet les dossiers de candidatures recevables au comité de sélection. Le conseil académique, ou le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu, se prononce en formation restreinte aux professeurs des universités et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 44</p> <p>Les candidats à une inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités doivent remplir l'une des conditions suivantes :</p> <p>1° Être titulaire, au plus tard à la date limite fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, pour l'envoi du dossier aux rapporteurs prévus au deuxième alinéa du I de l'article 45, d'une habilitation à diriger des recherches.</p> <p>Les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le Conseil national des</p>	<p style="text-align: center;">Article 44</p> <p>Les candidats à une inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités doivent remplir l'une des conditions suivantes :</p> <p>1° Être titulaire, au plus tard à la date limite fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, pour l'envoi du dossier aux rapporteurs prévus au deuxième alinéa du I de l'article 45, d'une habilitation à diriger des recherches.</p> <p>Les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le Conseil national des</p>	

<p>universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, siégeant en application des dispositions de l'article 45.</p> <p>Le doctorat d'État est admis en équivalence de l'habilitation à diriger des recherches.</p> <p>2° Justifier, au 1er janvier de l'année d'inscription, d'au moins cinq ans d'activité professionnelle effective dans les huit ans qui précèdent. Ne sont pas prises en compte les activités d'enseignant, les activités de chercheur dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique, ou les activités mentionnées au III de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ou à l'article 2 du décret du 2 mai 2007 susmentionné.</p> <p>3° Être enseignant associé à temps plein.</p> <p>4° Être détaché dans le corps des professeurs des universités.</p> <p>5° Appartenir à un corps de chercheurs assimilé aux professeurs des universités.</p>	<p>universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, siégeant en application des dispositions de l'article 45.</p> <p>Le doctorat d'État est admis en équivalence de l'habilitation à diriger des recherches.</p> <p>2° Justifier, au 1er janvier de l'année d'inscription, d'au moins cinq ans d'activité professionnelle effective dans les huit ans qui précèdent. Ne sont pas prises en compte les activités d'enseignant, les activités de chercheur dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique, ou les activités exercées à titre accessoire en application du IV de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 susvisée et les activités mentionnées au V du même article.</p> <p>3° Être enseignant associé à temps plein.</p> <p>4° Être détaché dans le corps des professeurs des universités.</p> <p>5° Appartenir à un corps de chercheurs assimilé aux professeurs des universités.</p>	<p>Clarification rédactionnelle</p>
---	--	--

<p style="text-align: center;">Article 46</p> <p>Les concours par établissement mentionnés au 1° de l'article 42 sont organisés selon les modalités suivantes :</p> <p style="text-align: center;">[...]</p> <p>3° Dans la limite du neuvième des emplois mis aux concours dans l'ensemble des disciplines, des concours sont réservés aux maîtres de conférences titulaires, à la date de clôture des inscriptions, de l'habilitation à diriger des recherches. Le doctorat d'État est admis en équivalence de l'habilitation à diriger des recherches.</p> <p>Les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques. Ces deux instances siègent en application des dispositions de l'article 49-3 du présent décret.</p> <p>Les candidats doivent en outre avoir accompli, au 1er janvier de l'année du concours, dix années de service dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État membre de la Communauté européenne, d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un autre</p>	<p style="text-align: center;">Article 46</p> <p>Les concours par établissement mentionnés au 1° de l'article 42 sont organisés selon les modalités suivantes :</p> <p style="text-align: center;">[...]</p> <p>3° Dans la limite du neuvième des emplois mis aux concours dans l'ensemble des disciplines, des concours sont réservés aux maîtres de conférences titulaires, à la date de clôture des inscriptions, de l'habilitation à diriger des recherches. Le doctorat d'État est admis en équivalence de l'habilitation à diriger des recherches.</p> <p>Les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques. Ces deux instances siègent en application des dispositions de l'article 49-3 du présent décret.</p> <p>Les candidats doivent en outre avoir accompli, au 1er janvier de l'année du concours, dix années de service dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État membre de l'Union européenne, d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un autre</p>	<p style="text-align: center;">Mise à jour rédactionnelle</p>
---	--	--

<p>établissement d'enseignement supérieur au titre d'une mission de coopération culturelle, scientifique et technique en application de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'États étrangers, ou dans un établissement public à caractère scientifique et technologique, dont cinq années en qualité de maître de conférences titulaire ou stagiaire.</p> <p>4° Dans la limite des deux neuvièmes des emplois mis aux concours dans l'ensemble des disciplines, des concours sont réservés :</p> <p>a) Aux candidats comptant, au 1er janvier de l'année du concours, au moins six ans d'activité professionnelle effective dans les neuf ans qui précèdent. Ne sont pas prises en compte les activités d'enseignant, les activités de chercheur dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique, ou les activités mentionnées au III de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ou à l'article 2 du décret du 2 mai 2007 susmentionné.</p> <p>b) Aux enseignants associés à temps plein en fonction au 1er janvier de l'année du concours ou ayant cessé d'exercer leurs fonctions depuis moins d'un an, à cette même date ;</p> <p>c) Aux maîtres de conférences membres de l'Institut universitaire de France ;</p> <p>d) A des directeurs de recherche, pour des</p>	<p>établissement d'enseignement supérieur au titre d'une mission de coopération culturelle, scientifique et technique en application de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'États étrangers, ou dans un établissement public à caractère scientifique et technologique, dont cinq années en qualité de maître de conférences titulaire ou stagiaire.</p> <p>4° Dans la limite des deux neuvièmes des emplois mis aux concours dans l'ensemble des disciplines, des concours sont réservés :</p> <p>a) Aux candidats comptant, au 1er janvier de l'année du concours, au moins six ans d'activité professionnelle effective dans les neuf ans qui précèdent. Ne sont pas prises en compte les activités d'enseignant, les activités de chercheur dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique, les activités exercées à titre accessoire en application du IV de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 susvisée et les activités mentionnées au V du même article.</p> <p>b) Aux enseignants associés à temps plein en fonction au 1er janvier de l'année du concours ou ayant cessé d'exercer leurs fonctions depuis moins d'un an, à cette même date ;</p> <p>c) Aux maîtres de conférences membres de l'Institut universitaire de France ;</p> <p>d) À des directeurs de recherche relevant du décret</p>	
---	---	--

<p>nomination comme professeur des universités de première classe, qui ont accompli pendant au moins deux ans au 1er janvier de l'année du concours un service d'enseignement dans un établissement d'enseignement supérieur ;</p> <p>5° Dans la limite du neuvième des emplois mis aux concours dans l'ensemble des disciplines, des concours sont réservés aux maîtres de conférences et enseignants-chercheurs assimilés ayant exercé, au 1er janvier de l'année du concours, pendant au moins quatre ans dans les neuf ans qui précèdent, des responsabilités importantes dans un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dans les domaines de l'orientation, de la promotion sociale et de l'insertion professionnelle, de la formation continue, du transfert et de la valorisation des résultats de la recherche, de l'innovation pédagogique, de la gouvernance des établissements, du développement des ressources numériques, des partenariats internationaux, de la diffusion culturelle, scientifique et technique et de la liaison avec l'environnement économique, social et culturel, au titre des fonctions de président ou directeur d'établissement ou de président ou vice-président mentionnées dans les statuts de l'établissement, de directeur de composante mentionnée à l'article L. 713-1 du Code de l'éducation ou de service commun dans les universités ou de toute autre structure interne équivalente dans les autres établissements.</p>	<p>n° 83-1260 du 30 décembre 1983, pour des nominations comme professeur des universités de première classe, qui ont accompli pendant au moins deux ans au 1er janvier de l'année du concours un service d'enseignement dans un établissement d'enseignement supérieur ;</p> <p>5° Dans la limite du neuvième des emplois mis aux concours dans l'ensemble des disciplines, des concours sont réservés aux maîtres de conférences et enseignants-chercheurs assimilés ayant exercé, au 1er janvier de l'année du concours, pendant au moins quatre ans dans les neuf ans qui précèdent, des responsabilités importantes dans un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dans les domaines de l'orientation, de la promotion sociale et de l'insertion professionnelle, de la formation continue, du transfert et de la valorisation des résultats de la recherche, de l'innovation pédagogique, de la gouvernance des établissements, du développement des ressources numériques, des partenariats internationaux, de la diffusion culturelle, scientifique et technique et de la liaison avec l'environnement économique, social et culturel, au titre des fonctions de président ou directeur d'établissement ou de président ou vice-président mentionnées dans les statuts de l'établissement, de directeur de composante mentionnée à l'article L. 713-1 du Code de l'éducation ou de service commun dans les universités ou de toute autre structure interne</p>	<p>Clarification rédactionnelle</p> <p>Rétrécissement corrélatif du champ de la procédure spécifique de qualification du 5° de son article 46 et élargissement corrélatif du</p>
--	--	--

Ces concours sont ouverts aux candidats titulaires, à la date de clôture des inscriptions, d'une habilitation à diriger des recherches. Le doctorat d'État est admis en équivalence de l'habilitation à diriger des recherches. Les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, siégeant en application des dispositions de l'article 45.

Les candidats exerçant une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique de l'établissement ou l'organe en tenant lieu dans les conditions prévues à l'article 43.

Les candidats qui ont exercé les fonctions de président d'université, président du conseil académique, de vice-président du conseil d'administration, de vice-président du conseil des études et de la vie universitaire ou de vice-président

équivalente dans les autres établissements.

Ces concours sont ouverts aux candidats titulaires, à la date de clôture des inscriptions, d'une habilitation à diriger des recherches. Le doctorat d'État est admis en équivalence de l'habilitation à diriger des recherches. Les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, par le Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, siégeant en application des dispositions de l'article 45.

Les candidats exerçant une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique de l'établissement ou l'organe en tenant lieu dans les conditions prévues à l'article 43.

~~Les candidats qui ont exercé les fonctions de président d'université, président du conseil académique, de vice-président du conseil d'administration, de vice-président du conseil des~~

champ des bénéficiaires de la procédure spécifique d'accès au corps des professeurs des universités prévue à l'article 46-1 du décret du 6 juin 1984.

<p>en charge des questions de formation d'une université sont dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches, dès lors qu'ils ont accompli un mandat complet en cette qualité.</p> <p>Les candidats doivent en outre être inscrits sur une liste de qualification, établie par une commission nationale composée de membres nommés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur parmi les professeurs des universités et les enseignants-chercheurs assimilés, dont la moitié parmi les membres élus du Conseil national des universités de rang égal à celui de l'emploi postulé ou parmi les membres élus des sections du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, de rang égal à celui de l'emploi postulé. En outre, cette commission est complétée par deux membres du Conseil national des universités de la discipline dans laquelle l'intéressé présente sa candidature, de rang égal à celui de l'emploi postulé. La commission apprécie l'ensemble des activités exercées par l'intéressé. Sa décision est motivée.</p> <p style="text-align: center;">[...]</p>	<p>études et de la vie universitaire ou de vice-président en charge des questions de formation d'une université sont dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches, dès lors qu'ils ont accompli un mandat complet en cette qualité.</p> <p>Les candidats doivent en outre être inscrits sur une liste de qualification, établie par une commission nationale composée de membres nommés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur parmi les professeurs des universités et les enseignants-chercheurs assimilés, dont la moitié parmi les membres élus du Conseil national des universités de rang égal à celui de l'emploi postulé ou parmi les membres élus des sections du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, de rang égal à celui de l'emploi postulé. En outre, cette commission est complétée par deux membres du Conseil national des universités de la discipline dans laquelle l'intéressé présente sa candidature, de rang égal à celui de l'emploi postulé. La commission apprécie l'ensemble des activités exercées par l'intéressé. Sa décision est motivée.</p> <p style="text-align: center;">[...]</p>	
<p style="text-align: center;">Article 46-1</p> <p>Dans la limite d'un nombre d'emplois fixé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, des concours sont réservés aux maîtres de conférences</p>	<p style="text-align: center;">Article 46-1</p> <p>Des concours sont réservés aux maîtres de conférences et enseignants-chercheurs assimilés ayant achevé depuis moins de cinq ans, au 1er</p>	<p>Élargissement du champ des bénéficiaires de la procédure spécifique d'accès au corps des professeurs des universités prévue à l'article 46-</p>

	<p>supérieur parmi les professeurs des universités et les enseignants-chercheurs assimilés dont la moitié parmi les membres élus du Conseil national des universités de rang égal à celui de l'emploi postulé ou parmi les membres élus des sections du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, de rang égal à celui de l'emploi postulé. Le jury comprend au moins deux membres du Conseil national des universités de la discipline du poste auquel se présente le candidat. Les membres du jury élisent en leur sein, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, un bureau composé d'un président du jury qui a voix prépondérante en cas de partage égal des voix, d'un vice-président et d'un assesseur.</p> <p>La composition et les modalités de fonctionnement du jury sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>Le jury se prononce au vu de l'ensemble des activités de chaque candidat. Il arrête la liste des candidats retenus dans la limite d'un candidat au maximum pour chacun des emplois.</p> <p>La nomination et l'affectation de chaque candidat retenu sont prononcées sous réserve d'un avis défavorable prévu au douzième alinéa du IV de l'article L. 712-3 du Code de l'éducation.</p>	
--	---	--

<p style="text-align: center;">Article 50</p> <p>Les professeurs des universités sont nommés par décret du Président de la République.</p> <p>Ils sont classés dans le corps par arrêté du président ou du directeur de l'établissement.</p>	<p style="text-align: center;">Article 50</p> <p>Les professeurs des universités sont nommés par décret du Président de la République.</p> <p>Ils sont classés dans le corps en application des dispositions du décret n° 2009-462 du 23 avril 2009 relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, par arrêté du président ou du directeur de l'établissement.</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>
---	---	--

Article 55

L'avancement d'échelon dans la 1re et la 2e classe du corps des professeurs des universités a lieu à l'ancienneté. Il est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement à l'ancienneté. L'ancienneté requise pour accéder aux divers échelons de ces deux classes est fixée ainsi qu'il suit :

Classes (et avancement d'échelon)	Ancienneté requise (pour l'accès à l'échelon supérieur) :
1re classe :	
Du 2e au 3e échelon	3 ans
Du 1er au 2e échelon	3 ans
2me classe :	
Du 5e au 6e échelon	3 ans 6 mois
Du 4e au 5e échelon	1 an
Du 3e au 4e échelon	1 an
Du 2e au 3e échelon	1 an
Du 1er au 2e échelon	1 an

Article 55

L'avancement d'échelon dans la 1re et la 2e classe du corps des professeurs des universités a lieu à l'ancienneté. Il est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement à l'ancienneté. L'ancienneté requise pour accéder aux divers échelons de ces deux classes est fixée ainsi qu'il suit :

Classes (et avancement d'échelon)	Ancienneté requise (pour l'accès à l'échelon supérieur) :
1re classe :	
Du 2e au 3e échelon	3 ans
Du 1er au 2e échelon	3 ans
2e classe :	
Du 6e au 7e échelon	3 ans 6 mois
Du 5e au 6e échelon	3 ans 6 mois
Du 4e au 5e échelon	1 an
Du 3e au 4e échelon	1 an
Du 2e au 3e échelon	1 an
Du 1er au 2e échelon	1 an

Création d'un 7^{ème} échelon dans la deuxième classe du corps des professeurs des universités.

Entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2017 des modifications

<p>Les professeurs des universités qui ont exercé, pendant une durée d'au moins trois ans, un mandat de président ou de directeur d'établissement public d'enseignement supérieur bénéficient, sur leur demande, d'une bonification d'ancienneté d'une durée égale à 60 % de la durée effective d'un seul mandat. Cette bonification est prise en compte pour l'avancement d'échelon. Elle ne peut être accordée à un professeur des universités qu'une seule fois.</p> <p>Une bonification d'ancienneté d'un an prise en compte pour l'avancement d'échelon est accordée, sur leur demande, aux professeurs des universités qui ont accompli en cette qualité une mobilité au moins égale à deux ans ou à un an si la mobilité est effectuée dans un organisme d'enseignement supérieur ou de recherche d'un État de la Communauté européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France. Cette bonification ne peut être accordée aux professeurs des universités qui ont déjà bénéficié d'une bonification d'ancienneté au titre de la mobilité.</p> <p style="text-align: center;">[...]</p>	<p>Les professeurs des universités qui ont exercé, pendant une durée d'au moins trois ans, un mandat de président ou de directeur d'établissement public d'enseignement supérieur bénéficient, sur leur demande, d'une bonification d'ancienneté d'une durée égale à 60 % de la durée effective d'un seul mandat. Cette bonification est prise en compte pour l'avancement d'échelon. Elle ne peut être accordée à un professeur des universités qu'une seule fois.</p> <p>Une bonification d'ancienneté d'un an prise en compte pour l'avancement d'échelon est accordée, sur leur demande, aux professeurs des universités qui ont accompli en cette qualité une mobilité au moins égale à deux ans ou à un an si la mobilité est effectuée dans un organisme d'enseignement supérieur ou de recherche d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France. Cette bonification ne peut être accordée aux professeurs des universités qui ont déjà bénéficié d'une bonification d'ancienneté au titre de la mobilité.</p> <p style="text-align: center;">[...]</p>	
<p style="text-align: center;">Article 56</p> <p>L'avancement de la 2e classe à la 1re classe des professeurs des universités a lieu au choix. Il est prononcé selon les modalités suivantes :</p> <p>I. - L'avancement a lieu, pour moitié, sur proposition de la section compétente du Conseil national des</p>	<p style="text-align: center;">Article 56</p> <p>L'avancement de la 2e classe à la 1re classe des professeurs des universités a lieu au choix. Il est prononcé selon les modalités suivantes :</p> <p>I. - L'avancement a lieu, pour moitié, sur proposition</p>	<p style="text-align: center;">Clarification rédactionnelle</p>

universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, sur proposition de la section compétente du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, dans la limite des promotions offertes par discipline au plan national et pour moitié, sur proposition du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte, dans la limite des promotions offertes dans l'établissement, toutes disciplines confondues. Toutefois, lorsque le nombre des professeurs des universités affectés à un établissement est inférieur à trente, l'ensemble des avancements est prononcé sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités ou de la section compétente du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte, de l'établissement.

Cet avancement a lieu sur la base de critères rendus publics, d'une part, par les sections du Conseil national des universités et d'autre part, par les établissements ;

Le nombre maximum de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du I est notifié aux établissements chaque année par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

II. - Les professeurs des universités qui exercent des fonctions qui ne sont pas principalement d'enseignement et de recherche dont la liste est

de la section compétente du Conseil national des universités ou, dans les disciplines pharmaceutiques, sur proposition de la section compétente du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, dans la limite des promotions offertes par discipline au plan national et pour moitié, sur proposition du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte, dans la limite des promotions offertes dans l'établissement, toutes disciplines confondues. Toutefois, lorsque le nombre des professeurs des universités affectés à un établissement est inférieur à trente, l'ensemble des avancements est prononcé sur proposition de la section compétente du Conseil national des universités ou de la section compétente du groupe des disciplines pharmaceutiques du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques après avis du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte, de l'établissement.

Cet avancement a lieu sur la base de critères rendus publics, d'une part, par les sections du Conseil national des universités et d'autre part, par les établissements ;

<p>fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur peuvent demander, chaque année, à bénéficier de la procédure d'avancement définie ci-après. Ils ne peuvent bénéficier en ce cas de la procédure d'avancement définie au I.</p> <p>Le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1, siégeant en formation restreinte, de chaque établissement rend un avis sur les professeurs des universités qui ont demandé à bénéficier de cette procédure. Cet avis est transmis à l'instance mentionnée à l'article 40, siégeant en formation restreinte aux professeurs des universités.</p> <p>Après avoir entendu deux rapporteurs désignés par son bureau mentionné à l'article 40 ci-dessus pour chaque professeur des universités promouvable, l'instance établit les propositions d'avancement qu'elle adresse au président ou directeur de l'établissement.</p> <p>III. - Les candidatures à l'avancement établies au titre du I et du II pour des professeurs des universités qui exercent les fonctions de président ou de directeur d'établissement sont directement adressées au Conseil national des universités ou à l'instance prévue au II du présent article.</p> <p>Les présidents et directeurs d'établissement prononcent avant la fin de l'année en cours les promotions attribuées aux professeurs des universités affectés dans leur établissement dans les conditions prévues au présent article.</p> <p>Les promotions prononcées sont rendues publiques.</p> <p>Nota :</p> <p>Conformément à l'article 52 du décret n° 2014-997</p>	<p>Le nombre maximum de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du I est notifié aux établissements chaque année par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>II. - Les professeurs des universités qui exercent des fonctions qui ne sont pas principalement d'enseignement et de recherche dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur peuvent demander, chaque année, à bénéficier de la procédure d'avancement définie ci-après. Ils ne peuvent bénéficier en ce cas de la procédure d'avancement définie au I.</p> <p>Le conseil académique ou l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du Code de l'éducation, siégeant en formation restreinte, de chaque établissement rend un avis sur les professeurs des universités qui ont demandé à bénéficier de cette procédure. Cet avis est transmis à l'instance mentionnée à l'article 40, siégeant en formation restreinte aux professeurs des universités.</p> <p>Après avoir entendu deux rapporteurs désignés par son bureau mentionné à l'article 40 ci-dessus pour chaque professeur des universités promouvable, l'instance établit les propositions d'avancement qu'elle adresse au président ou directeur de l'établissement.</p> <p>III. - Les candidatures à l'avancement établies au</p>	
---	--	--

<p>du 2 septembre 2014 les présentes dispositions dans leur rédaction antérieure au présent décret, continuent de s'appliquer aux procédures de recrutement, d'avancement et de promotion en cours et jusqu'à leur achèvement.</p>	<p>titre du I et du II pour des professeurs des universités qui exercent les fonctions de président ou de directeur d'établissement sont directement adressées au Conseil national des universités ou à l'instance prévue au II du présent article.</p> <p>Les présidents et directeurs d'établissement prononcent avant la fin de l'année en cours les promotions attribuées aux professeurs des universités affectés dans leur établissement dans les conditions prévues au présent article.</p> <p>Les promotions prononcées sont rendues publiques.</p> <p>Nota :</p> <p>Conformément à l'article 52 du décret n° 2014-997 du 2 septembre 2014 les présentes dispositions dans leur rédaction antérieure au présent décret, continuent de s'appliquer aux procédures de recrutement, d'avancement et de promotion en cours et jusqu'à leur achèvement.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 57</p> <p>Le nombre maximum de professeurs des universités de 2e classe pouvant être promus chaque année à la 1re classe est déterminé conformément aux dispositions du décret du 1er septembre 2005 susmentionné. Le nombre maximum de professeurs des universités de 1re classe pouvant être promus chaque année à la classe exceptionnelle est déterminé de la même façon.</p> <p>Le nombre de professeurs des universités du 1er échelon de la classe exceptionnelle pouvant être</p>	<p style="text-align: center;">Article 57</p> <p>Le nombre maximum de professeurs des universités de 2e classe pouvant être promus chaque année à la 1re classe est déterminé conformément aux dispositions du décret du 1er septembre 2005 susmentionné. Le nombre maximum de professeurs des universités de 1re classe pouvant être promus chaque année à la classe exceptionnelle est déterminé de la même façon.</p> <p>Le nombre de professeurs des universités du 1er échelon de la classe exceptionnelle pouvant être</p>	

<p>promus au 2e échelon de cette classe est déterminé chaque année par application à l'effectif des professeurs des universités réunissant les conditions pour être promus d'un taux fixé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>Avant sa signature par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, le projet d'arrêté portant fixation du taux de promotion est transmis pour avis conforme au ministre chargé de la fonction publique et au ministre chargé du budget. Cet avis est réputé acquis en l'absence d'observation dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de la saisine. Cet arrêté est transmis pour publication au Journal officiel de la République française accompagné de l'avis conforme du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget.</p> <p>L'avancement de la première classe à la classe exceptionnelle des professeurs des universités et l'avancement du premier au deuxième échelon de la classe exceptionnelle se fait au choix parmi les professeurs exerçant les responsabilités énumérées à l'article 41, notamment dans les enseignants du premier cycle.</p> <p>[...]</p>	<p>promus au 2e échelon de cette classe est déterminé chaque année par application à l'effectif des professeurs des universités réunissant les conditions pour être promus d'un taux fixé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.</p> <p>Avant sa signature par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, le projet d'arrêté portant fixation du taux de promotion est transmis pour avis conforme au ministre chargé de la fonction publique et au ministre chargé du budget. Cet avis est réputé acquis en l'absence d'observation dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de la saisine. Cet arrêté est transmis pour publication au Journal officiel de la République française accompagné de l'avis conforme du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget.</p> <p>L'avancement de la première classe à la classe exceptionnelle des professeurs des universités et l'avancement du premier au deuxième échelon de la classe exceptionnelle se fait au choix parmi les professeurs exerçant les responsabilités énumérées à l'article 41, notamment dans les enseignements du premier cycle.</p> <p>[...]</p>	<p>Clarification rédactionnelle</p>
<p>Article 58-1-1</p> <p>Les agents relevant d'une administration, d'un organisme ou d'un établissement public dont les missions sont comparables à celles des fonctionnaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à</p>	<p>Article 58-1-1</p> <p>Les agents relevant d'une administration, d'un organisme ou d'un établissement public dont les missions sont comparables à celles des fonctionnaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur</p>	<p>Mise à jour rédactionnelle</p>

<p>l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France, et occupant un emploi d'un niveau équivalent à celui de professeur des universités, peuvent être accueillis en détachement dans le corps des professeurs des universités.</p> <p>Les compétences dévolues à la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique, instituée par le décret du 22 mars 2010 déjà mentionné, sont exercées par le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu, siégeant en formation restreinte, aux professeurs des universités et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p> <p>Le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique de l'établissement ou l'organe en tenant lieu statue et émet un avis sur la demande de l'agent dans les conditions et selon les modalités prévues par le décret du 22 mars 2010 déjà mentionné.</p> <p>Le détachement est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement.</p>	<p>l'Espace économique européen autre que la France, et occupant un emploi d'un niveau équivalent à celui de professeur des universités, peuvent être accueillis en détachement dans le corps des professeurs des universités.</p> <p>Les compétences dévolues à la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique, instituée par le décret du 22 mars 2010 déjà mentionné, sont exercées par le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu, siégeant en formation restreinte, aux professeurs des universités et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé.</p> <p>Le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique de l'établissement ou l'organe en tenant lieu statue et émet un avis sur la demande de l'agent dans les conditions et selon les modalités prévues par le décret du 22 mars 2010 déjà mentionné.</p> <p>Le détachement est prononcé par arrêté du président ou du directeur de l'établissement.</p>	
--	--	--

Annexe 2 – Tableaux des personnes éligibles aux articles 46 5° et 46-1 du décret du 6 juin 1984

Recrutement des professeurs d'université sur le fondement du 5° de l'article 46		
Personnels concernés :		
Maîtres de conférences et enseignants-chercheurs assimilés		
<ul style="list-style-type: none"> • ayant exercé des responsabilités importantes ; • dans un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ; • dans les domaines de l'orientation, de la promotion sociale et de l'insertion professionnelle, de la formation continue, du transfert et de la valorisation des résultats de la recherche, de l'innovation pédagogique, de la gouvernance des établissements, du développement des ressources numériques, des partenariats internationaux, de la diffusion culturelle, scientifique et technique et de la liaison avec l'environnement économique, social et culturel, en tant que : 		
Éligibles	Conditions de mandat	Conditions de diplôme
Directeur de composante d'université, mentionnée à l'article L. 713-1 du Code de l'éducation	Au moins 4 ans dans les 9 ans qui précèdent le 1 ^{er} janvier de l'année du concours	HDR, Doctorat d'État ou diplôme équivalent
Directeur de service commun dans les universités		
Directeur de toute autre structure interne équivalente dans les autres EPSCP		

Recrutement des professeurs d'université sur le fondement de l'article 46-1		
Personnels concernés : Maîtres de conférences et enseignants-chercheurs assimilés		
Éligibles	Conditions de mandat	Conditions de diplôme
Président d'université	Avoir achevé depuis moins de 5 ans un mandat de 4 ans au 1 ^{er} janvier de l'année du concours	Dispense de plein droit
Chef d'un EPSCP autre qu'une université		HDR, Doctorat d'État ou diplôme équivalent
Président du conseil académique d'une université		Dispense de plein droit
Vice-président du conseil d'administration d'une université		Dispense de plein droit
Vice-président du conseil des études et de la vie universitaire d'une université		Dispense de plein droit
Vice-président en charge des questions de formation d'une université		Dispense de plein droit
Autre président ou vice-président mentionné dans les statuts de l'EPSCP Exemple : VP recherche		HDR, Doctorat d'État ou diplôme équivalent

Personnels

Parcours professionnels carrières et rémunérations

Transposition du protocole PPCR et autres mesures statutaires relatives aux corps des chargés de recherche et des directeurs de recherche des établissements publics scientifiques et technologiques et de l'Ifremer

NOR : ESRH1805917C
circulaire n° 2018-038 du 19-2-2018
MESRI - DGRH A1-2

Texte adressé aux présidentes et présidents et directrices et directeurs des établissements publics scientifiques et technologiques de l'Ifremer

Le décret n° 2017-852 du 6 mai 2017 portant diverses dispositions statutaires relatives aux directeurs de recherche, chargés de recherche, ingénieurs de recherche, ingénieurs d'études et assistants ingénieurs relevant du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 et du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 et aux personnels des bibliothèques, corps assimilés aux corps d'enseignants-chercheurs et professeurs de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers comprend principalement des dispositions de transposition du protocole Parcours professionnels, carrières, rémunérations ainsi que d'autres dispositions statutaires rendues nécessaires par l'évolution de la gestion de ces corps.

L'objet de la présente note est de présenter les dispositions de transposition du PPCR aux corps des chargés de recherche et des directeurs de recherche et pour ces mêmes corps, les autres dispositions statutaires issues des demandes des établissements, des conclusions de l'agenda social et du plan de simplification, ainsi que les conséquences de la revalorisation indiciaire opérée dans le cadre du transfert primes/points, issue de la modification du décret n° 2012-1162 du 17 octobre 2012 fixant l'échelonnement indiciaire applicable à certains corps de fonctionnaires régis par le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983.

Le décret du 6 mai 2017 susmentionné modifie le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques, ci-après dénommé décret cadre et les décrets statutaires particuliers des établissements publics scientifiques et technologiques suivants : le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), l'institut de recherche pour le développement (IRD), l'institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria), l'Institut national d'études démographiques (Ined) et l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea), ainsi que le décret statutaire de l'établissement public industriel et commercial suivant : l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer).

Les dispositions de transposition du protocole PPCR entrent progressivement en vigueur à compter du 1er septembre 2017. Les autres dispositions entrent en vigueur le lendemain de la publication du décret du 6 mai 2017 susmentionné, c'est à dire le 11 mai 2017.

I. Mesures de transposition du PPCR pour les chargés de recherche et les directeurs de recherche

1.1 Principales mesures de transposition du PPCR pour les chargés de recherche visant à

une revalorisation de la carrière : fusion des actuelles deuxième et première classes et création du grade de chargé de recherche hors classe à compter du 1er septembre 2017

1.1.1 Fusion des actuelles deuxième et première classes

Les deux grades actuels sont fusionnés en un nouveau grade de chargé de recherche de classe normale (article 12 du décret cadre) culminant à l'IB 1027 à l'issue des différentes étapes de la revalorisation prévue.

1.1.2 Création du grade de chargé de recherche hors classe : une perspective de carrière nouvelle

L'échelon terminal de cette hors classe culmine à la hors échelle A (HEA). L'accès à la hors échelle A s'effectue de façon linéaire après 5 années passées au 6e échelon de la hors classe (article 34 du décret cadre et article 2 du décret du 17 octobre 2012).

• Le grade de chargé de recherche hors classe est un grade d'avancement

L'accès à la hors classe se fait au choix. La plage d'appel est fixée au 7e échelon du grade de chargé de recherche de classe normale, après 4 années dans ce grade (article 32 du décret cadre).

Je vous rappelle que le protocole PPCR pose le principe selon lequel chaque fonctionnaire doit pouvoir dérouler une carrière complète sur au moins deux grades, dans toutes les catégories (A, B, C).

Je vous demande donc de veiller au respect de ce principe dans la mise en œuvre de vos opérations d'avancement de grade et d'appeler l'attention des instances d'évaluation sur cette question.

Pour les années 2017, 2018 et 2019, le grade de chargé de recherche hors classe sera constitué selon une logique exclusivement promotionnelle, à partir des effectifs de chargés de recherche de classe normale déjà en fonctions qui rempliront les conditions requises (article 17 du décret du 6 mai 2017).

• Le grade de chargé de recherche hors classe pourra également être un grade de recrutement direct à compter de 2020

Un concours d'accès direct au grade d'avancement, désormais le grade de chargé de recherche hors classe, est maintenu (article 15 du décret cadre).

Les concours d'accès direct au grade de chargé de recherche hors classe ne pourront être organisés qu'à compter de 2020, afin d'éviter toute incohérence entre la situation des chargés de recherche de 1re classe recrutés récemment et celle des chargés de recherche hors classe recrutés après la restructuration de la grille (article 17 du décret du 6 mai 2017).

La limite d'une proportion fixée au tiers des recrutements dans le corps des chargés de recherche pour ces concours d'accès direct est modifiée et désormais fixée à 15 % des recrutements dans ce corps (article 18 du décret cadre). Les dérogations dans les décrets statutaires particuliers du CNRS (article 6 du décret du 27 décembre 1984), de l'Inserm (article 6 du décret du 27 décembre 1984), de l'IRD (article 12 du décret du 2 octobre 1985) et de l'Inria (article 10 du décret du 14 mars 1986) qui permettaient d'organiser des concours d'accès direct au grade d'avancement dans une proportion supérieure au tiers des recrutements sont supprimées.

Le début de carrière dans le grade de chargé de recherche hors classe est fortement revalorisé par rapport au grade de chargé de recherche de 1re classe. L'exigence sur le profil des candidats admis à concourir directement au grade d'avancement est donc renforcée s'agissant de la condition de la durée d'exercice préalable des métiers de la recherche après l'obtention du doctorat. Cette durée, qui était de 4 années, est désormais fixée à 6 années (article 19 du décret cadre) et s'applique à tous les établissements, les dérogations dans les décrets statutaires particuliers de l'Inserm (article 6 du décret du 27 décembre 1984) et de l'Inria (article 16 du décret du 14 mars 1986) étant supprimées.

Les conditions de classement des chargés de recherche recrutés directement dans le grade de chargé de recherche hors classe sont adaptées à la nouvelle structure de la grille. La durée des services antérieurs pris en compte pour ce classement ne pourra être supérieure à deux ans (article 28-1 du décret cadre) afin de conserver un déroulement de carrière au sein du grade

1.1.3 Dispositions transitoires

Un certain nombre de dispositions transitoires ont été introduites dans le décret du 6 mai 2017 susmentionné afin, notamment, de faciliter la gestion des personnels.

J'attire particulièrement votre attention sur les modalités de reclassement des CR1 et CR2 dans le nouveau grade de CRCN. Il vous appartiendra de reclasser les CR1 et les CR2 selon le tableau de correspondance prévu au I de l'article 16 du décret du 6 mai 2017. Les services accomplis dans les grades de CR1 et de CR2

sont assimilés à des services accomplis dans le grade de CRCN conformément à ce même tableau (article 16-II du décret de 2017).

Vous veillerez à appliquer l'assimilation des services des CR1 et CR2 à des services de CRCN afin de déterminer la population des chargés de recherche réunissant les conditions pour accéder à l'avancement à la hors classe, notamment avoir accompli au moins quatre années de services effectifs en qualité de CRCN (articles 20 du décret du 6 mai 2017 et 32 du décret cadre).

Compte tenu du calendrier de gestion, à titre exceptionnel, vous aurez la possibilité de ne prononcer qu'en 2018 les avancements au grade de chargé de recherche hors classe au titre de 2017 (article 21 du décret du 6 mai 2017).

La continuité du mandat des commissions administratives paritaires en place est assurée jusqu'à leur renouvellement (article 22 du décret du 6 mai 2017).

1.1.4 Revalorisation indiciaire à partir de janvier 2017 (les étapes de la revalorisation prévues initialement entre janvier 2018 et janvier 2019 devraient être reportées à des dates qui seront fixées par un décret élaboré par le ministre en charge de la fonction publique)

Outre le transfert primes/points, les chargés de recherche bénéficient d'une revalorisation indiciaire à tous les échelons ne constituant pas des bornes indiciaires communes à la fonction publique.

1.2 Principales mesures pour les directeurs de recherche

Les directeurs de recherche bénéficient d'une augmentation indiciaire au titre de la mesure de transfert primes/points en janvier 2017 et en janvier 2018. Cette seconde étape du transfert prime/point devrait être reportée à une date qui sera fixée par décret élaboré par le ministre en charge de la Fonction publique.

À compter du 1er septembre 2017, les concours d'accès au grade de directeur de recherche de 2e classe sont ouverts aux fonctionnaires appartenant à l'un des deux grades de chargés de recherche (de classe normale ou de hors classe) justifiant d'une ancienneté minimale de trois années d'exercice, alors qu'ils étaient auparavant réservés aux seuls CR1 (article 40 du décret cadre et article 6 du décret du 30 décembre 1985 - Ifremer). En outre, la possibilité de concourir à ce grade pour tout chargé de recherche ayant apporté une contribution notoire à la recherche, quelle que soit son ancienneté est maintenue.

L'échelonnement indiciaire des directeurs de recherche de 2e classe est modifié par l'ajout, au 1er septembre 2017, d'un 7e échelon en hors échelle B (articles 35 et 55 du décret cadre et article 1er du décret du 17 octobre 2012).

Signalé

Il est rappelé que lors de l'avancement à l'ancienneté au 7e échelon des directeurs de recherche de 2e classe, il conviendra de faire application de l'article 2 de l'arrêté du 29 août 1957 relatif aux emplois supérieurs de l'État classés hors échelle, qui prévoit que « *les traitements afférents aux deuxième et troisième chevrons sont attribués après un an de perception effective du traitement correspondant au chevron immédiatement inférieur* ».

Ainsi, un directeur de recherche de 2e classe (DR2) classé au 3e chevron de la hors échelle A (IM 967) qui réunit 3 ans et 6 mois dans cet échelon du fait d'un reliquat d'ancienneté, mais n'a perçu de façon effective le traitement afférent au 3e chevron de la HEA (IM 967) que pendant 6 mois est classé au 1er chevron de la HEB (IM 967) pour 6 mois puis au 2e chevron de la HEB (IM 1008) à l'issue de ces 6 mois, puisqu'il aura bien perçu pendant 1 an au total le traitement correspondant au chevron immédiatement inférieur au 2e chevron de la HEB.

Un DR2 classé au 1er chevron de la hors échelle A (IM 885) attaché au 6e échelon et bénéficiant d'un avancement à l'ancienneté au 7e échelon est classé au 1er chevron de la hors échelle B (IM 967) pour une durée d'un an quelle que soit la durée effective durant laquelle il a perçu la rémunération afférente au 1er chevron de la HEA.

Un DR2 classé au 2e chevron de la HEA (IM 920) qui réunit simultanément les conditions pour progresser au 3e chevron et bénéficier d'un avancement au 7e échelon (du fait d'une ancienneté conservée) est classé au 1er

chevron de la HEB (IM 967) pour une durée d'un an.

Un DR2 ayant perçu la rémunération afférente au 3e chevron de la hors échelle A (IM 967) depuis au moins un an et bénéficiant d'un avancement à l'ancienneté au 7e échelon est classé directement au 2e chevron de la hors échelle B (IM 1008) pour une durée d'un an.

Les valeurs des indices majorés dans les exemples ci-dessus sont celles applicables au 1er septembre 2017.

II. Autres mesures statutaires

2.1 Autres mesures statutaires pour les chargés de recherche

2.1.1 Dispositions relatives au recrutement des chargés de recherche :

- **Sélection des candidats à auditionner au cours de la phase d'admissibilité et précisions sur la création des sections de jury (article 21 du décret cadre)**

La phase d'admissibilité des concours de chargés de recherche est simplifiée et alignée pour les différents établissements, notamment en supprimant l'obligation d'auditionner tous les candidats et en instituant une sélection des candidats à auditionner au cours de la phase d'admissibilité.

Par ailleurs, le président de l'EPST a désormais la possibilité et non plus l'obligation de constituer des sections de jury correspondant à un domaine défini d'activités. Il peut également constituer des sections de jury en raison d'un nombre important de candidats.

- **Audition des candidats par visioconférence (article 20-1 du décret cadre)**

Le décret cadre prévoit désormais des dispositions pour permettre à chaque établissement d'organiser l'audition par visioconférence des candidats aux concours de recrutement, au cours de la phase d'admissibilité. Les candidats doivent en faire la demande auprès de l'établissement. Les conditions et modalités de l'audition sont fixées par l'établissement dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats. Le décret statutaire particulier de l'Inra (article 8 du décret du 28 décembre 1984) a été modifié pour permettre l'audition des candidats par visioconférence au cours de la phase d'admission.

Les dispositions relatives à l'audition par tout moyen de télécommunication des chercheurs laissent une souplesse importante dans la mise en œuvre. Cette souplesse répond aux contraintes spécifiques des EPST, au regard des nombreux candidats résidant à l'étranger, les EPST étant autorisés à recruter des « *personnes qui ne sont ni de nationalité française ni ressortissantes d'un État membre de la communauté européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen* » sur le fondement de l'article L. 421-3 du Code de la recherche.

En conséquence, j'appelle votre attention sur la nécessité de définir au niveau de chaque établissement un cadre adapté mais rigoureux permettant de satisfaire au principe général d'égalité de traitement entre les candidats afin d'éviter tout risque contentieux.

Ce cadre pourra notamment définir les concours ouverts à l'audition par tout moyen de télécommunication, la publicité donnée à cette possibilité, les modalités de mise en œuvre, telles que la présence d'un surveillant, la liste des personnes autorisées à être présentes, la conduite à tenir en cas de dysfonctionnement de la visioconférence et l'autorité compétente pour décider de prolonger, d'interrompre ou de reporter l'épreuve, etc.

- **Suppression de la limite d'âge (article 15 du décret cadre)**

La limite d'âge de trente et un ans au plus pour les candidats au concours pour l'accès au grade de chargé de recherche de 2e classe fixée dans la rédaction antérieure du décret cadre est supprimée, afin de mettre en conformité celui-ci avec le deuxième alinéa de l'article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

- **Correction portant sur la durée du stage (article 24 du décret cadre)**

La durée de la prolongation de stage est mise en conformité avec la durée initiale du stage et est donc désormais fixée à un an conformément à l'article 5 du décret n° 94-874 du 7 août 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics. La prise en compte du stage lors de la titularisation est également fixée à un an.

2.1.2 Adaptation du suivi des travaux de recherche des chargés de recherche et de leur évaluation

Le périmètre de la procédure de suivi des travaux de recherche des chargés de recherche par un directeur de recherches a été restreint.

Ainsi, un directeur de recherches est désormais désigné uniquement pour suivre les travaux des chargés de recherche de classe normale stagiaires alors qu'il suivait les travaux de tous les chargés de recherche de 2e classe auparavant, et pouvait également suivre les travaux des chargés de recherche de 1re classe au CNRS et à l'Inserm. Les décrets statutaires particuliers du CNRS (article 10 du décret du 27 décembre 1984), de l'Inserm (article 10 du décret du 28 décembre 1984), de l'IRD (article 16 du décret du 2 octobre 1985) et de l'Ined (article 12 du décret du 21 avril 1988) ont été modifiés en conséquence.

En cohérence avec l'allègement de cette procédure de suivi, le rapport du directeur de recherches est supprimé des éléments constitutifs de l'évaluation pour tous les chargés de recherche (article 29 du décret cadre).

2.2 Autres mesures statutaires pour les directeurs de recherche

2.2.1 Dispositions relatives au recrutement des directeurs de recherche

À l'instar des concours pour l'accès aux corps des chargés de recherche, l'établissement peut organiser l'audition des candidats aux concours de recrutement des corps des directeurs de recherche par visioconférence (article 42-1 du décret cadre).

2.2.2 Évolution des conditions d'octroi et des modalités de l'éméritat des directeurs de recherche (articles 57-1 à 57-3 du décret cadre)

Le titre de directeur de recherche émérite n'est plus délivré par le conseil d'administration, mais par le président de l'établissement, sur proposition du conseil scientifique. Il n'est plus conféré uniquement lors de l'admission à la retraite, mais peut être octroyé dans un délai plus large, après la radiation des cadres. L'établissement peut désormais fixer une durée de l'éméritat inférieure ou égale à cinq ans alors que la durée était de cinq ans auparavant. Le décret prévoit toujours la possibilité de le renouveler.

Par ailleurs, le périmètre des missions est étendu. Sur ce point, la nouvelle rédaction a pris pour référence les dispositions relatives à l'éméritat des professeurs des universités. Les directeurs de recherche émérites ne peuvent toutefois diriger que les thèses dont la direction a été acceptée avant leur départ à la retraite.

Le décret rappelle également le caractère accessoire et gracieux des missions menées par les directeurs de recherche émérites pour le compte de leur EPST d'origine.

Il convient de rappeler que la délivrance du titre de professeur émérite ou de directeur de recherche émérite n'est pas un droit et n'est pas au nombre des décisions qui doivent être motivées en application des dispositions de l'article L. 211-2 du Code des relations entre le public et l'administration (C.E., 1er mars 2010, M. A., n° 322410).

Sur le fond, il est de jurisprudence constante que c'est au regard de l'intérêt pour l'établissement que le bien-fondé de l'éméritat a lieu d'être apprécié (C.E., 24.09.1997, n° 180364, 12.03.1999, n° 179365).

Par ailleurs, en statuant sur la requête d'un professeur des universités, qui contestait le refus de versement, par le président d'une université, d'une rémunération correspondant à des heures de cours, le Conseil d'État a rappelé que « *le droit d'un agent public à rémunération ne peut résulter que de dispositions législatives ou réglementaires ou d'un contrat conclu par l'intéressé avec la collectivité publique qui l'emploie* ». Puis, il a relevé que « *les professeurs émérites ne tiennent ni de celles de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, selon lesquelles les fonctionnaires ont droit, après service fait, à une rémunération, ni de celles de l'article 64 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, le droit de percevoir une rémunération pour les activités qu'ils exercent et les services qu'ils rendent en cette qualité.* » (C.E., 26 juillet 2011, M. A. n° 343694).

Mes services restent à votre disposition pour tout élément complémentaire d'information.

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et par délégation,
Le directeur général des ressources humaines,
Édouard Geffray

Mouvement du personnel

Nomination

Directrice de l'école polytechnique de l'université de Grenoble Alpes (Polytech Grenoble)

NOR : ESRS1800040A

arrêté du 16-2-2018

MESRI - DGESIP A1-5

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en date du 16 février 2018, Françoise Delpech, professeure des universités, est nommée directrice de l'école polytechnique de l'université Grenoble Alpes (Polytech Grenoble), pour un mandat de cinq ans, à compter du 18 février 2018.

Mouvement du personnel

Nomination

Médiateur académique

NOR : MENB1800065A
arrêté du 27-2-2018
MEN - MESRI - Médiatrice

Vu Code de l'éducation, notamment articles L. 23-10-1 et D. 222-40 ; décret n° 2014-133 du 17-2-2014 ; arrêté du 3-11-2017 ; sur proposition de la médiatrice de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Article 1 - Gilles Bal est nommé médiateur académique de l'académie de Paris à compter du 1er mars 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 2 - La médiatrice de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur est chargée de l'application du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel de l'éducation nationale et au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Fait le 27 février 2018

Pour le ministre de l'Éducation nationale et par délégation,
Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et par délégation,
La médiatrice de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
Catherine Becchetti-Bizot

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur de l'école d'ingénieurs du Littoral-Côte d'Opale de l'université du Littoral Côte d'Opale

NOR : ESRS1800041A

arrêté du 28-2-2018

MESRI - DGESIP A1-5

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en date du 28 février 2018, Mohammed Benjelloun est nommé directeur de l'école d'ingénieurs du Littoral-Côte d'Opale, école interne de l'université du Littoral Côte d'Opale, à compter du 6 mars 2018

Mouvement du personnel

Nomination

Jurys de l'Institut universitaire de France

NOR : ESRS1800042A
arrêté du 6-3-2018
MESRI - DGESIP/DGRI A

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation en date du 6 mars 2018, le jury des membres seniors de l'Institut universitaire de France prévu à l'article 7 du règlement intérieur est composé des personnalités désignées ci-après :

En qualité de titulaires :

Paul Allen, professeur à l'université de Roehampton de Londres (Royaume-Uni) ;
Olivier Allix, professeur à l'École normale supérieure de Cachan ;
Lucia Altucci, professeure à l'université de Naples (Italie) ;
Monsieur Ally Aukauloo, professeur à l'université Paris-Sud ;
Monsieur Emmanuel Barbeau, directeur de recherche au CNRS ;
Mélanie Blokesch, professeure à l'École polytechnique de Genève (Suisse) ;
Monsieur Michel Boileau, professeur à Aix-Marseille université ;
Alain Bourdin, professeur à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée ;
Olivier Bournez, professeur à l'École polytechnique ;
Madame Raphaëlle Branche, professeure à l'université de Rouen ;
Haïm Brezis, professeur à Sorbonne Université ;
Terry Burke, professeur à l'université de Sheffield (Royaume-Uni) ;
Antonella Castellina, professeure à l'Institut National d'Astrophysique de Turin, (Italie) ;
Carmen Claver, professeure à l'université de Tarragone (Espagne) ;
Annie Colin-Bonfillon, professeure à l'université de Bordeaux ;
Bénédicte Cuenot, chercheuse senior, Centre européen de recherche et de formation avancée en calcul scientifique (Cerfacs), Toulouse ;
François de Callatay, professeur à l'université libre de Bruxelles (Belgique) ;
Laurent Decreusefond, professeur à Telecom Paris Tech ;
Richard Drayton, professeur au King's College de Londres (Royaume-Uni) ;
Michael Drmota, professeur à l'université technique de Vienne (Autriche) ;
Lourdes Ezpeleta, professeure à l'université autonome de Barcelone (Espagne) ;
Madame Frédérique Ferrand, professeure à l'université Jean Moulin Lyon III ;
Maribel Fierro Bello, professeure au Conseil supérieur de la recherche scientifique (Espagne) ;
Christel Fricke, professeure à l'université d'Oslo (Norvège) ;
Patrick Gerard, professeur à l'université Paris-Sud ;
Claudio Gigante, professeur à l'université libre de Bruxelles (Belgique) ;
José Gomez Asencio, professeur à l'université de Salamanque (Espagne) ;
Marta Grabocz, professeure à l'université de Strasbourg ;
Isabelle Grenier, professeure à l'université Paris VII - Paris Diderot, CEA ;
Marco Grilli, professeur à l'université de Rome « La Sapienza » (Italie) ;
Brahim Guizal, professeur à l'université de Montpellier ;
David Holden, professeur à l'Imperial Collège de Londres (Royaume-Uni) ;
Isabelle Klock-Fontanille, professeure à l'université de Limoges ;

Régine Kolinsky, professeure à l'université libre de Bruxelles (Belgique) ;
Bryna Kra, professeure à l'université de Northwestern (Etats Unis) ;
Francesco Lacquaniti, professeur à l'université de Rome « Tor Vergata » (Italie) ;
Béatrice Lamiroy, professeure à l'université de Louvain (Belgique) ;
Nathalie Lazaric, professeure à l'université de Nice Sophia Antipolis ;
Clare Lees, professeure au King's College de Londres (Royaume-Uni) ;
Philippe Loubaton, professeur à l'université Paris-Est Marne-La-Vallée ;
Madame Valérie Mignon, professeure à l'université Paris Ouest - Nanterre La Défense ;
Lorenzo Miletti, professeur à l'université de Naples Federico II (Italie) ;
Karen O'brien, professeure à l'université d'Oxford (Royaume-Uni) ;
David Parker, professeur à l'université de Durham (Royaume-Uni) ;
Helene Falsig Pedersen Stine, professeure à l'université de Copenhague (Danemark) ;
Vincent-Henri Peuch, directeur au Service Copernicus de Surveillance de l'Atmosphère (Royaume-Uni) ;
Marie-Dominique Popelard, professeure à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris III ;
Hervé Regnauld, professeur à l'université Rennes II ;
Hans Renders, professeur à l'université de Groningue (Pays-Bas) ;
Marie-Christine Rousset-Lagarde, professeure à l'université Grenoble-Alpes ;
Stefano Schiaffino, professeur émérite de l'université de Padoue (Italie) ;
Gisèle Seginger, professeure à l'université Paris-Est Marne-La-Vallée ;
Mario Silveirinha, professeur à l'université technique de Lisbonne (Portugal) ;
Patrice Simon, professeur à l'université Toulouse III ;
Augusto Smerzi, directeur de recherche à l'université de Florence (Italie) ;
Justin Stagl, professeur à l'université de Salzburg (Autriche) ;
Francesco Stellacci, professeur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse) ;
Bao Lin SU, professeur à l'université de Namur (Belgique) ;
Hans Thybo, professeur à l'université de Copenhague (Danemark) ;
Monsieur Johan Van der Walt, professeur à l'université du Luxembourg (Luxembourg) ;
Marjolein Van Egmond, professeure à l'université d'Amsterdam (Pays-Bas) ;
Andrey Varlamov, professeur à l'université de Rome « Tor Vergata » (Italie) ;
Patrick Vincent, professeur à l'université de Neuchâtel (Suisse) ;
Damien Zanone, professeur à l'université de Louvain, (Belgique).
Le jury des membres **seniors** est présidé par Bryna Kra, professeure à l'université de Northwestern (États-Unis).

Le jury des membres juniors de l'institut universitaire de France prévu par l'article 7 du règlement intérieur est composé des personnalités désignées ci-après :

En qualité de titulaires :

Pierre Aucouturier, professeur à Sorbonne Université ;
Cristina Bastos, professeure à l'université de Lisbonne (Portugal) ;
Cinzia Bearzot, professeure à l'université Catholique du Sacré Cœur de Milan (Italie) ;
Philippe Ben Abdallah, directeur de Recherche CNRS, Institut d'Optique Graduate School - Paris Tech ;
Klaus Benesch, professeur à l'université Louis-Maximilien de Munich (Allemagne) ;
Marina Bentivoglio, professeure à l'université de Vérone (Italie) ;
Karine Berthelot-Guiet, professeure à Sorbonne Université ;
Alessandra Carattoli, professeure à l'Institut supérieur de la santé de Rome (Italie) ;
Guillaume Cassabois, professeur à l'université de Montpellier ;
Évelyne Cohen, professeure à l'École nationale supérieure des Sciences de l'information et des bibliothèques, université de Lyon ;
Hélène Courtois, professeure à l'université Claude Bernard - Lyon I ;
Ana María Crespo de las Casas, professeure à l'université Complutense de Madrid (Espagne) ;
Leticia Cugliandolo, professeure à Sorbonne Université ;
Jean-Pierre Danthine, professeur à l'université de Lausanne (Suisse) ;
Monsieur Dominique Demougin, professeur à l'université de Liverpool (Royaume-Uni) ;

Sébastien Ducruix, directeur adjoint du CNRS, CentraleSupélec ;
Javier Esparza, professeur à l'université de Munich (Allemagne) ;
Jalal Fadili, professeur à l'École nationale supérieure d'ingénieurs de Caen ;
Olivier Fillieule, professeur à l'université de Lausanne (Suisse) ;
Marie-Dominique Galibert, professeure à l'université Rennes I ;
Werner Gephart, professeur à l'université de Bonn (Allemagne) ;
Jukka Havu, professeur à l'université de Tampere (Finlande) ;
Martin Heimann, professeur émérite à l'Institut Max Planck d'Éléna (Allemagne) ;
Thomas Hunkeler, professeur à l'université de Fribourg (Suisse) ;
Martti Kauranen, professeur à l'université technologique de Tempere (Finlande) ;
Bertrand le Floch, professeur à l'université Grenoble-Alpes ;
Jean-François le Gall, professeur à l'université Paris-Sud ;
François Lecercle, professeur à Sorbonne Université ;
Élisabeth Lojou, directrice de recherche au CNRS, Aix-Marseille ;
Monsieur André Margailan, professeur à l'université de Toulon ;
Fabio Martignon, professeur à l'université Paris-Sud ;
Fabrice Melleray, professeur à l'université Paris I ;
Ariane Mézard, professeure à Sorbonne Université ;
Francesco Minardi, professeur à l'université de Florence (Italie) ;
Jérôme Monnet, professeur à l'université Paris-Est Marne-La-Vallée ;
Éric Moreau, professeur à l'université de Toulon ;
Roberto Natalini, professeur au Conseil national de la recherche de Rome (Italie) ;
Arietta Papaconstantinou, professeure à l'université de Reading (Royaume-Uni) ;
Luis Pardo, professeur à l'Institut Max-Planck de Göttingen (Allemagne) ;
Kurt Pawlik, professeur émérite à l'université d'Hambourg (Allemagne) ;
Denis Pelletier, directeur d'études à l'École pratique des hautes études ;
Liva Ralaivola, professeur à Aix-Marseille Université ;
Ranero Cesar Rodriguez, professeur au Conseil supérieur de la recherche scientifique (Espagne) ;
Pierre Sagaut, professeur à Aix-Marseille université ;
Monsieur Emmanuel Sander, professeur à l'université de Genève (Suisse) ;
Denis Serre, professeur à l'École normale supérieure de Lyon ;
Régine Sirota, professeure à l'université Paris Descartes - Paris V ;
Sabine Szunerits, professeure à l'université de Lille ;
Evert Verhagen, professeur à l'université d'Amsterdam (Pays-Bas) ;
Jean-Luc Veuthey, professeur à l'université de Genève (Suisse) ;
Barbara Vinken, professeure à l'université Louis-et-Maximilien de Munich (Allemagne) ;
Jean Vivies, professeur à Aix-Marseille université.
Le jury des membres **juniors** est présidé par Arietta Papaconstantinou, professeure à l'université de Reading (Royaume-Uni).

Informations générales

Vacance de fonctions

Directeur de l'institut universitaire de technologie de l'université d'Aix-Marseille

NOR : ESRS1800043V

avis

MESRI - DGESIP B1-3

Les fonctions de directeur de l'institut universitaire de technologie de l'université (IUT) d'Aix-Marseille sont vacantes à compter du 17 juin 2018.

L'IUT d'Aix-Marseille est un institut interne au sens du 2° de l'article L. 713-1 du Code de l'éducation de l'université Aix-Marseille. Il est régi par les dispositions des articles D. 713-1 et suivants du même Code. Conformément à l'article L. 713-9 du Code de l'éducation, le directeur est élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois, par le conseil de l'institut parmi les personnels ayant vocation à y enseigner.

Les candidatures devront se présenter sous forme d'une lettre, accompagnée d'un curriculum vitae et éventuellement, d'une profession de foi.

Les déclarations de candidatures devront être adressées à l'attention de monsieur le président du conseil de l'IUT. Elles doivent parvenir par courrier recommandé avec avis de réception ou être déposées contre accusé de réception à l'adresse suivante : IUT d'Aix-Marseille - Monsieur le président du Conseil de l'IUT - 413 avenue Gaston Berger 13625 Aix-en-Provence Cedex 1.

La date limite de réception des candidatures est fixée au lundi 30 avril 2018 à 17 h.

Pour toute information complémentaire, les candidats peuvent contacter Sabine Lepeytre - responsable administrative de l'IUT : 04 42 93 90 88 - sabine.lepeytre@univ-amu.fr ou Isabelle Pery-Mariet - assistante de direction : 04 42 93 90 41 - isabelle.mariet@univ-amu.fr.